

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

YOUGOSLAVIE

A la guerre impérialiste, opposons la guerre de classe !

Pourquoi les bombardements de l'OTAN, ce déluge de fer et de feu qui s'abat quotidiennement sur la Serbie, le Monténégro et le Kosovo ? Pourquoi cette guerre qui implique, pour la première fois depuis la fin de la seconde boucherie mondiale, l'engagement militaire direct des grandes puissances sur le sol européen, à deux heures d'avion de Paris ?

On nous présente aujourd'hui cette monstrueuse démonstration de barbarie comme une action "humanitaire", destinée à défendre et même à sauver le peuple kosovar.

Comme lors de la guerre du Golfe, on nous dit que les interventions militaires massives des grandes puissances sont destinées à secourir des populations

martyrisées par des dictateurs. On fait semblant de s'indigner et de réagir devant l'ignominie de la "purification ethnique" entreprise par Milosevic. On fait mine de s'émouvoir à la perspective de "découvrir" de nouveaux charniers au Kosovo. On verse des larmes de crocodile devant les souffrances de centaines de milliers de réfugiés fuyant les massacres, parqués comme du bétail dans des camps insalubres où des femmes, des enfants, des vieillards attendent des secours ou des visas provisoires et tombent chaque jour, victimes de la faim, du froid, des épidémies.

Le caractère "humanitaire" de l'intervention alliée mis en avant par les gouvernements et tous les médias n'est qu'un odieux mensonge.

La réalité, c'est que l'intervention guerrière déclenchée par les grandes puissances dans l'ex-Yougoslavie est exclusivement dictée par leurs sordides et mesquins intérêts impérialistes. Derrière l'unité de façade des principales puissances impliquées dans le conflit, chaque bourgeoisie nationale joue sa propre partition, chaque requin impérialiste ne cherche là qu'à défendre sa zone d'influence ou à casser celle de ses rivaux dans une région, les Balkans, qui représente un enjeu stratégique déterminant depuis plus d'un siècle.

La vraie question est quelle puissance impérialiste pourra rafler la mise et parviendra à établir son contrôle sur le protectorat du Kosovo, alors qu'on s'oriente vers un repartage futur de ce

territoire, tout comme en 1996, la question était de savoir qui pourrait tirer profit du dépeçage de la Bosnie et pourrait y établir le plus solidement sa domination impérialiste (voir article ci-dessous.)

L'hypocrisie et le cynisme des grandes puissances

Les véritables enjeux de cette guerre, ce n'est, ni la paix en Europe, ni une quelconque défense des "droits de l'homme" ou "des droits des peuples", ni la volonté des grandes puissances de freiner le chaos, comme le prétend la propagande bourgeoise.

Tous ces charognards, qui se disputent les restes de l'ex-bloc de l'Est, vont

continuer à se servir des cliques nationalistes locales pour s'arracher par les armes des zones d'influence dans cette région du monde.

La réalité, c'est que les puissances démocratiques n'ont que faire de la population kosovare, elles se moquent éperdument des massacres des populations du Kosovo et du sort des réfugiés. Cet écoeurant mépris des populations terrorisées et prises en otage par la guerre transparait dans les médias qui ont une fois de plus servilement adopté la langue de bois des flics, des diplomates et des militaires en parlant de "dommages collatéraux" ou de "bavures" pour évoquer le millier de morts officiellement reconnu à l'heure actuelle par l'OTAN comme victimes civiles de ses bombardements, qu'il s'agisse de la population serbe ou de colonnes de réfugiés kosovars.

On peut aussi apprécier avec quelle dose d'hypocrisie le gouvernement social-démocrate français de Jospin a ouvert un "numéro vert" pour inciter la population d'ici à faire parvenir des tonnes de vivres et de colis à destination des camps, tout en interdisant catégoriquement aux réfugiés du Kosovo d'entrer massivement en France. Les admissions dans l'Hexagone sont rigoureusement contrôlées et filtrées. Par contre, l'arrivée des quelques bénéficiaires d'un visa provisoire (délivré pour ... trois mois !) est surmédatisée. Le message est clair : qu'ils crèvent ou non, mais pas chez nous ! On se souvient d'ailleurs que c'est un autre fameux "socialiste", l'ancien premier ministre Rocard, qui avait déclaré à l'appui de la signature des accords de Schengen en 1993 : "La France n'a pas pour vocation d'accueillir toute la misère du monde."

La bourgeoisie française est d'ailleurs particulièrement mal placée pour jouer aux bonnes âmes démocratiques, dé-

(SUITE PAGE 2)

Les vraies raisons de la guerre

"La nouvelle guerre qui vient d'éclater dans l'ex-Yougoslavie avec les bombardements de l'OTAN sur la Serbie, le Kosovo et le Monténégro, constitue l'événement le plus important sur la scène impérialiste depuis l'effondrement du bloc de l'Est à la fin des années 1980. Il en est ainsi parce que :

- cette guerre concerne non plus un pays de la périphérie, comme ce fut le cas de la guerre du Golfe en 1991, mais un pays européen ;

- c'est la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale qu'un pays d'Europe - et notamment sa capitale - est bombardé massivement ;

- c'est aussi la première fois depuis cette date que le principal pays vaincu de cette guerre, l'Allemagne, intervient directement avec les armes dans un conflit militaire ;

- cette guerre constitue un pas de plus, et de grande amplitude, dans le processus de déstabilisation de l'Europe, avec un impact de premier ordre sur l'aggravation du chaos mondial." (Résolution sur la situation internationale du 13e congrès du CCI, point 1) (1)

Les rivalités impérialistes entre grands sont responsables de la guerre actuelle

"Un des aspects qui souligne le plus l'extrême gravité de la guerre qui se

développe aujourd'hui, est justement le fait qu'elle se déroule au cœur même des Balkans qui, depuis le début du siècle, ont été considérés comme la poudrière de l'Europe. (...) L'attitude très offensive de l'Allemagne en direction des Balkans, immédiatement après l'effondrement du bloc de l'Est, (...) mettait en évidence que cette région redevenait un des foyers des affrontements entre les puissances impérialistes en Europe.

Aujourd'hui, un facteur supplémentaire de la gravité de la situation est constitué par le fait que, contrairement à la Première Guerre mondiale ou même la seconde, les Etats-Unis affirment une présence militaire dans cette région du monde. La première puissance mondiale ne pouvait pas rester absente d'un des principaux théâtres des affrontements impérialistes en Europe et en Méditerranée, signifiant ainsi sa détermination à être présente dans toutes les zones cruciales où s'affrontent les différents intérêts impérialistes." (idem, point 2)

A l'heure actuelle, en pleine cérémonies sur le cinquantenaire de l'OTAN, après un mois de bombardements aériens intensifs contre le régime de Milosevic, désigné comme l'ennemi public numéro 1 et alors que les forces alliées préparent activement une nouvelle escalade dans la guerre, sous forme

d'une offensive terrestre cette fois, qui promet, si elle a lieu, d'être longue et beaucoup plus meurtrière dans chaque camp, toutes les contradictions et les tensions impérialistes entre les "alliés" contenues dans la situation refont surface. La belle unité de façade de l'opération "Force déterminée" est en train de se craqueler et est appelée à terme à se désagréger. Car une des particularités nouvelles de cette guerre, c'est que "la forme actuelle de la guerre (l'ensemble des pays de l'OTAN contre la Serbie) ne recouvre pas les véritables antagonismes d'intérêts qui existent entre les différents belligérants" (idem, point 3). Cette guerre constitue une illustration et une véritable démonstration de la réalité des rivalités et des tiraillements entre tous les gangsters impérialistes qui se disputent les restes de l'ex-Yougoslavie en pleine dislocation.

C'est l'Allemagne réunifiée en quête d'une nouvelle stature impérialiste à la mesure de sa puissance économique au cœur de l'Europe qui a mis le feu au poudres dans les Balkans en 1991 en poussant ses pions, la Slovaquie et la Croatie, à proclamer leur indépendance pour s'ouvrir un accès stratégique essentiel vers la Méditerranée et vers le Moyen-Orient. Ce sont tous ses principaux rivaux (les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et la Russie) qui se

sont ligüés contre cette tentative en apportant un appui matériel et militaire à "l'affreux dictateur" Milosevic à travers une meurtrière guerre en Croatie. Au terme de cette première confrontation, en 1992, la Croatie vit près d'un tiers de son territoire contrôlé par l'armée et les milices serbes.

En 1993, l'éclatement du conflit en Bosnie, a marqué une nouvelle étape encore plus sanglante de ces rivalités impérialistes. Les ambitions impérialistes sur ce territoire sont aiguës par la présence de trois communautés qu'elles vont dresser les unes contre les autres : les Croates toujours soutenus par l'Allemagne, les Serbes encore appuyés par la Russie, la France et la Grande-Bretagne, les Bosniaques,

(SUITE PAGE 5)

Dans ce numéro

Guerre en Yougoslavie ; :

Des fausses oppositions à la guerre qui désarment la classe ouvrière p. 2

La guerre impérialiste délimite clairement le camp internationaliste p. 3

France : LO- LCR : de prétendus révolutionnaires, d'authentiques défenseurs de l'ordre bourgeois p. 4

Algérie : Derrière la mascarade électorale, le vrai visage de la terreur étatique p. 4

13ème congrès du CCI p. 6

Seule la lutte de classe peut mettre fin à la barbarie guerrière p. 8

Des fausses oppositions à la guerre qui désarment la classe ouvrière

La classe dominante sait bien que pour déchaîner la guerre, pour la faire accepter à la population et notamment à la classe ouvrière, il lui faut, certes, mettre en oeuvre l'énorme bourrage de crâne belliciste omniprésent depuis un mois dans tous ses médias. Mais il lui faut aussi, pour contenir et dévoyer toute réaction de classe contre la barbarie sanguinaire du capitalisme, occuper en même temps le terrain de "l'opposition à la guerre". Tel est le rôle qui a été dévolu aux discours pacifistes et aux manifestations contre les bombardements qui ont fleuri dans toutes les grandes capitales dans les dix premiers jours qui ont suivi le déclenchement de l'offensive de l'OTAN. Et, comme c'est la gauche au gouvernement qui, aujourd'hui, dans la plupart des pays, est le maître d'oeuvre du déchaînement guerrier, c'est à "la gauche de la gau-

che", en dehors et parfois au sein du gouvernement, qu'est revenu le rôle de prendre en charge les mobilisations pacifistes.

Le pacifisme complice de la propagande belliciste

L'histoire a déjà largement montré que les défilés derrière des banderoles exigeant le cessez-le-feu et réclamant des négociations n'ont jamais empêché le déchaînement des massacres. On l'a vu à la veille des deux guerres mondiales, lors de la guerre du Vietnam ou pendant la guerre du Golfe. Toutes ces mascarades organisées par les partis de gauche et d'extrême-gauche, par les syndicats et les curés de tout poil, n'ont jamais eu qu'un seul rôle : détourner les prolétaires du seul combat qui puisse réellement s'opposer à la guerre : la

lutte déterminée, sur leur terrain de classe, contre le capitalisme et contre leur propre bourgeoisie.

Parce que la seule "paix" que puisse obtenir le pacifisme, c'est la paix sociale, il est le meilleur complice du bourrage de crâne belliciste. Il l'est parce qu'il cultive l'illusion que la "bonne volonté" ou les "négociations internationales" peuvent venir à bout des guerres. Il l'est parce qu'il entretient le mensonge qu'il pourrait exister un capitalisme sans guerre, respectueux de la paix et des "droits de l'homme".

C'est ainsi que le premier cheval de bataille des "opposants" à la guerre, PCF en tête, a été de se scandaliser de ce que cette guerre ait été déclenchée sans l'aval des Nations Unies. Appelons-en à l'ONU, ce "garant" de la paix internationale, s'époumone Robert Hue,

et on trouvera des solutions négociées ! La belle affaire ! Comme si l'implication de l'ONU avait, par le passé, servi à autre chose que de justification aux menées guerrières du capitalisme. Quant aux protestations de ces mêmes idéologues sur le fait que le gouvernement français ait décidé d'entrer en guerre sans faire voter le parlement, elles sont de la même eau : l'invocation de la "démocratie", après celle du "droit international", veut encore nous faire défiler pour un "bon capitalisme" qui fait la guerre "démocratiquement" !

Mais, surtout, le discours pacifiste contient en lui-même et nourrit les ingrédients de la propagande belliciste à qui elle sert de faire valoir et de rabatteur. Les défilés du 25 mars et du 1er avril en France ont réuni un peu tout ce qui se pose à gauche du PS : du MDC de Chevènement aux trotskistes, en passant par le PCF, la CGT, la FSU, le Mrap et la CNT anarchiste. Et que criaient tous ces gens là ? Eh bien : *"Arrêt des bombardements de l'OTAN. Retrait des troupes serbes du Kosovo. Reprise des négociations"*. Cet appel à la raison des belligérants, au nom de l'exigence d'un capitalisme "pacifique" et "humanitaire", n'avait plus qu'à se retourner comme un gant au profit de la propagande va-t-en-guerre. Après avoir amené les prolétaires sur le terrain illusoire de "l'exigence de négociations", il aura suffi aux médias de faire valoir le refus de négocier de Milosevic, son caractère de "boucher sanguinaire" et de fauteur de massacres, pour conditionner les esprits à accepter la guerre comme la "seule chose à faire". Le battage médiatique sur le sort atroce des réfugiés du Kosovo, oeuvre du "méchant" Milosevic malgré la mobilisation des "bons" alliés qui volent à leur secours à coup de bombardements, a fait le reste. Ce rôle de l'idéologie pacifiste est parfaitement résumé par l'attitude du SNES-FSU qui, tout en appelant à défilé "pour la paix", faisait dire à ses représentants dans les médias : *"Avoir une position pacifiste, c'est facile et tentant pour des syndicalistes. Mais, en même temps, peut-on laisser Milosevic faire n'importe quoi ?" (...)* *"On va crier qu'il ne faut pas intervenir. Mais j'ai conscience qu'en critiquant, je n'ai rien d'autre à proposer (...)* *Quand on sait ce qui s'est passé en Bosnie, on ne peut pas laisser faire un génocide. L'intervention, donc, ne me choque pas"* (Libération du 1er avril.). En d'autres termes : c'est aux syndicats, ces organes de l'Etat en milieu ouvrier, de veiller à canaliser la réaction viscérale des prolétaires contre la guerre vers un *"Que peut-on faire ?"* où tout terrain de classe est évacué. Car ce *"on"* veut tout dire : il invite les prolétaires à s'identifier à leurs propres bourgeoisies (en l'occurrence les choix de politique impérialiste de l'Etat français) et aboutit au résultat souhaité : culpabiliser les ouvriers dans leur rejet de la guerre en le rendant responsable de la poursuite des massacres et du sort des réfugiés !

n'a jamais trouvé plus efficace moyen de justifier ses menées impérialistes. Ce n'est pas par hasard si les champions par excellence du discours pacifiste, les partis Verts, se retrouvent aujourd'hui au avants-postes du bellicisme. Ce n'est pas pour rien qu'un Cohn-Bendit est le plus acharné partisan d'une offensive terrestre. Quant à l'actuel ministre des Affaires étrangères allemand, Joschka Fischer, leader des mouvements pacifistes des années 80, il peut se féliciter désormais aujourd'hui d'assumer la principale responsabilité dans la politique impérialiste de son pays en déclarant que *"pour la première fois depuis longtemps, l'Allemagne fait la guerre pour une bonne cause"*.

Le pacifisme bleu-blanc-rouge du PCF

"Quelle connerie la guerre", clamaient les banderoles du PCF dans la manifestation du 1er avril. Retrouvant les accents anti-guerre qui avaient été les siens lors de la guerre du Golfe (avec juste un peu moins de virulence, participation au gouvernement de la gauche plurielle oblige), le parti de Robert Hue a donc pris sa part dans le partage du travail au sein de la gauche pour faire accepter la logique guerrière aux prolétaires. Et, comme à l'époque, sa propagande a rapidement et clairement dévoilé les raisons profondes de sa mobilisation : les intérêts du capital national et eux seuls. *"OTAN go home"* tirait l'*Humanité* du 26 mars, évocation appuyée du fameux *"US go home"* qui fut le cri de ralliement des stalinien pendant la guerre du Vietnam. A l'époque, en pleine guerre froide, la propagande stalinienne ne faisait qu'appeler à la défense du camp impérialiste russe contre celui du bloc occidental et n'était pas moins belliciste que celle des Etats-Unis. Et il en est de même aujourd'hui, car l'indignation du PCF contre les bombardements de l'OTAN se résume à une chose : la protestation contre la *"soumission"* de l'Etat français à la politique des Etats-Unis. *"En s'engageant comme elle vient de le faire derrière la décision américaine, la France perd la possibilité de faire entendre sa propre voix et de jouer un rôle pacificateur"* (L'Huma du 26/3). Ben tiens ! A en croire le PCF, c'est "contre sa nature intrinsèquement pacifique", que l'Etat français fait la guerre aujourd'hui ! Voilà comment le pacifisme se met au service du nationalisme le plus abject. Pendant la guerre du Golfe, l'*Huma* nous avait déjà abreuvés du même genre de discours : *"Cette guerre n'est pas celle de la France", "La France n'a rien à gagner, ni même rien qui lui soit propre à défendre..."*. Aujourd'hui, à nouveau, le PCF ne cesse de nous marteler que ce sont des "intérêts étrangers" qui sont en cause dans cette guerre (et surtout, quelle horreur, des intérêts américains !). Voilà la réalité du pacifisme des stalinien. Ce n'est pas la guerre qu'ils rejettent, mais cette guerre, parce qu'elle est trop "américaine" et pas assez "française". Pour le PCF, si la classe ouvrière en France doit payer la guerre dans sa chair, ce ne peut être qu'à la condition de la faire pour défendre les intérêts... de la France. Rien d'étonnant à cela, ce parti de saboteurs des luttes ouvrières, ce parti qui a la plus lourde responsabilité dans la contre-révolution qu'a subie la classe ouvrière pendant cinquante ans, n'a-t-il pas, en de nombreuses reprises, embri-gadé des millions de prolétaires der-

(SUITE PAGE 3)

A LA GUERRE IMPERIALISTE, OPPOSONS LA GUERRE DE CLASSE

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

sintéressées et humanistes, scandalisées par "l'épuration ethnique" de Milosevic, au moment où la publication d'un rapport accablant intitulé "Aucun témoin ne doit survivre" (voir *Le Monde* du 2 avril dernier) vient de confirmer que le génocide au Rwanda perpétré entre avril et juin 1994 et qui s'est soldé par la mort de plus de 500 000 Tutsis, avait été méticuleusement planifié plus d'un an auparavant, en février 1993, par le gouvernement hutu, sous la protection et avec la complicité de la France. Quant à Milosevic, aujourd'hui qualifié "d'Hitler des Balkans" et diabolisé comme l'était naguère "le boucher de Bagdad", les grandes puissances ne faisaient pas la fine bouche lorsqu'en 1991, c'est sur ce même "dictateur de Belgrade" que les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne s'étaient appuyées pour faire barrage aux visées de l'Allemagne en Croatie. Et c'est à tout va et à grande échelle que le monstrueux "nettoyage ethnique" a été déjà pratiqué par toutes les différentes cliques nationalistes en présence depuis l'éclatement de la Yougoslavie en 1991, tant à travers la guerre en Croatie que la guerre en Bosnie.

Une campagne d'intoxication dirigée contre la classe ouvrière

Et les critiques de plus en plus nombreuses au sein même des forces occidentales qu'on entend s'élever sur la manière dont l'intervention a été menée, que valent-elles ? On nous dit que *"les capacités de Milosevic auraient été sous-estimées"* et qu'inversement *"la force de dissuasion des opérations de bombardements aurait été surestimée"*. On nous raconte aussi que cette intervention militaire *"arrive trop tard"* puisque Milosevic avait programmé la purification ethnique du Kosovo depuis plusieurs mois.

Ces arguments fallacieux révèlent que le cynisme et l'hypocrisie des bourgeoisies démocratiques ne connaissent décidément aucune limite. Le "sacrifice" de la population du Kosovo était non seulement PREVU mais aussi VOULU. Les grandes puissances étaient parfaitement informées de cette répression qui durait depuis deux ans et savaient

très bien qu'en représailles aux bombardements de l'OTAN, il y aurait une répression encore beaucoup plus forte contre les Albanais du Kosovo. C'est même grâce à toutes les souffrances de ces populations que les "forces alliées" ont pu en grande partie retourner leur opinion publique (qui approuve aujourd'hui l'intervention militaire à plus de 70%, d'après les sondages les plus récents), alors que celle-ci était au départ très réticente envers les bombardements. De plus, ces soi-disant "difficultés imprévues" ont d'ailleurs permis de justifier l'augmentation des forces et du matériel militaire engagés dans la région.

Si l'OTAN a tant tardé à intervenir, alors que les exactions au Kosovo étaient connues depuis plus de deux ans, ce n'est certainement pas parce que les démocraties occidentales avaient à l'époque des scrupules à déchaîner la guerre et les massacres. C'est uniquement parce que la plupart des "alliés", Etats-Unis en tête, visaient à laisser Milosevic faire le sale travail de mater la rébellion kosovare afin de couper l'herbe sous le pied du rival allemand, ce dernier étant le principal intéressé à l'indépendance du Kosovo et au projet de "grande Albanie". Cette "méthode" est la même que celle utilisée au cours de la guerre du Golfe, lorsque la bourgeoisie américaine avait d'abord cyniquement poussé à la rébellion les minorités chiites et kurdes en Irak pour laisser ensuite l'armée de Saddam Hussein écraser dans le sang ces rébellions, ne voulant absolument pas d'un Etat kurde ou d'un autre Etat pro-iranien qui auraient fait le jeu de ses adversaires impérialistes.

En fait, tout le battage idéologique actuel sur les prétendues "erreurs" ou "difficultés" de l'OTAN, sur "l'ineffectivité des frappes aériennes", leur "incapacité" à faire reculer Milosevic, vise avant tout à conditionner l'opinion publique, à préparer psychologiquement la population des grandes puissances, et en particulier la classe ouvrière des pays centraux du capitalisme, à une nouvelle escalade dans les menées guerrières de tous ces gangsters impérialistes : celle de l'offensive terrestre. Même si cette contestation de l'action de l'OTAN constitue aussi une série de crocs-en-jambe dirigés contre les Etats-

Unis qui permet à leurs rivaux européens de remettre en cause l'autorité absolue de la Maison Blanche dans la conduite de la guerre et sa suprématie écrasante en matière militaire, il s'agit surtout pour toutes les bourgeoisies nationales de chercher à faire avaler au prolétariat la pilule de l'enfoncement dans la guerre. C'est pourquoi on nous annonce d'ores et déjà que *"cette guerre sera longue et meurtrière"*, on gonfle artificiellement les prévisions sur le nombre d'hommes nécessaires pour des combats au sol afin de présenter les effectifs qui seront réellement affectés au combat sous un aspect presque rassurant. Si la bourgeoisie balise ainsi le terrain, c'est parce qu'elle sait que le seul obstacle à l'accentuation de ses menées bellicistes, c'est le prolétariat des pays centraux du capitalisme.

Les prolétaires seront très prochainement confrontés au fait qu'avec le déploiement des troupes au sol, ce sont des milliers de fils d'ouvriers qui vont être tués dans les combats. C'est également en grande partie sur toute la classe ouvrière que va retomber la note colossale de la guerre : quand on sait que le coût de la guerre est aujourd'hui déjà estimé au moins à environ 200 millions de dollars par jour (plus d'un milliard de francs), dont la moitié pour les seuls Etats-Unis, on peut imaginer quels nouveaux "sacrifices" la bourgeoisie va exiger et quelles coupes dans les budgets sociaux va impliquer cet accroissement démesuré des dépenses militaires.

Le véritable responsable de la guerre actuelle n'est pas à chercher à Belgrade ou même à Washington. C'est le capitalisme comme un tout qui est responsable de la guerre.

Contre tous les nationalismes, c'est la seule classe internationaliste de la société, la classe ouvrière, qui, en développant ses luttes dans les pays centraux du capitalisme pour défendre ses propres conditions d'existence face aux attaques redoublées de sa bourgeoisie nationale, peut freiner le déchaînement de la barbarie guerrière du capitalisme (voir article page 8).

C'est la seule classe historiquement capable de détruire ce système de mort, qui pourra s'affirmer comme porteuse d'un autre avenir pour la société.

CB (22 avril)

La guerre impérialiste délimite clairement le camp internationaliste

Le bombardement de la population de l'ex-Yougoslavie par les grandes puissances sous l'égide de l'OTAN constitue une escalade sinistre de la barbarie capitaliste. Il s'accompagne d'une cacophonie de voix dont le but est de cacher la nature impérialiste de la guerre : celles qui justifient les bombardements et cherchent à couvrir les intérêts sordides et sanglants des grandes puissances sous le voile de l'humanitaire ; celles qui condamnent l'attaque de l'OTAN pour défendre le "petit" criminel ethnique, Milosevic, contre le massacre "high tech" des puissances américaine et européennes ; les voix pacifistes qui réclament un capitalisme sans guerre, comme si la concurrence n'était pas un aspect intrinsèque de la domination bourgeoise menant inévitablement à l'utilisation de la force armée quand un pays tente d'imposer ses propres intérêts impérialistes aux dépens des autres.

Mais au milieu de ce flot de mensonges, une voix claire et saine s'est élevée contre la guerre et tous ses protagonistes bourgeois, celle de l'internationalisme prolétarien. Cette position sur la guerre impérialiste, c'est la pierre de touche du mouvement ouvrier international et le test pour les organisations révolutionnaires. Sa défense intransi-

gente constitue la ligne de démarcation entre les courants de la Gauche communiste et celui de la bourgeoisie radicale qui se fait passer pour l'ami de la classe ouvrière tout en l'invitant à massacrer ses frères de classe des autres pays, au nom du soutien à un impérialisme qu'ils considèrent comme un moindre mal à un moment donné. La chanson est vieille comme le capitalisme !

Pour nous, l'internationalisme prolétarien est exprimé de façon succincte dans la formule du *Manifeste communiste*, rédigé par Marx et Engels en 1848 : *"Les ouvriers n'ont pas de patrie...Ouvriers de tous les pays, unissez-vous"*. Elle affirme la nature internationale de la classe ouvrière qui n'a aucun intérêt particulier à défendre et encore moins des intérêts contradictoires à protéger quel que soit le pays. Comme tel, le prolétariat n'a intérêt à la victoire d'aucun camp dans les guerres entre puissances capitalistes qui, elles, ne recherchent que l'extension de leurs sphères d'influence et la domination mondiale ; au contraire, c'est le prolétariat qui doit payer la guerre comme "chair à canon" sur les champs de bataille et augmenter la productivité en se serrant la ceinture pour l'effort de guerre. Il est toujours la victime du capitalisme

et jamais le vainqueur tant que ce système de mort et de misère ne sera pas renversé une fois pour toutes.

Quand les partis socialistes de la Deuxième Internationale ont trahi le principe de l'internationalisme prolétarien en soutenant la participation à la Première Guerre mondiale et ont joué un rôle prépondérant dans la mobilisation des ouvriers pour le carnage, l'Internationale a été perdue pour la classe ouvrière, mais les minorités révolutionnaires regroupées autour des bolcheviks en Russie et des spartakistes en Allemagne ont défendu la position internationaliste en s'opposant à la guerre et en appelant les ouvriers à défendre leurs propres intérêts de classe. De même, à la veille du deuxième carnage impérialiste, alors que le courant trotskiste passait dans le camp bourgeois, en soutenant l'URSS et le front démocratique au nom de la lutte contre le fascisme, il est resté des fractions qui ont maintenu le principe de l'internationalisme prolétarien et qui ont continué à dénoncer la guerre comme une guerre impérialiste.

Ce sont les organisations qui descendent de ce courant politique révolutionnaire qui ont, une nouvelle fois, répondu aux bombardements de l'OTAN

en prenant la seule position conséquente et communiste : condamnation du carnage et dénonciation de son caractère de guerre impérialiste ; appel à la classe ouvrière à ne défendre aucune des fractions bourgeoises impliquées, condamnation implicite ou explicite des revendications gauchistes à ce que les ouvriers défendent le "moindre mal" ou "l'autodétermination du Kosovo" et, contre le mythe du pacifisme, affirmation que seule la classe ouvrière peut offrir une alternative à la barbarie capitaliste à travers sa propre lutte, comme classe révolutionnaire dont la mission historique est de détruire l'exploitation de la bourgeoisie et d'instaurer une nouvelle société sans classe et sans exploitation.

Les titres des tracts diffusés par les différents groupes de la Gauche communiste, immédiatement après le début des frappes au Kosovo, témoignent de l'unité, en acte, des internationalistes dans la dénonciation de la guerre (1) : *"Le capitalisme, c'est l'impérialisme, l'impérialisme, c'est la guerre"* (BIPR) *"La guerre du Kosovo, c'est la guerre du capital"* (Programma Comunista.) *"Non à l'intervention impérialiste en Yougoslavie - A bas tous les nationalismes et toutes les oppressions bourgeoises"* (Le Prolétaire.) *"La véritable opposition à l'intervention militaire et à la guerre réside dans la lutte de classe du prolétariat, dans sa réorganisation classiste et internationaliste contre toutes les formes d'oppression bourgeoise et de nationalisme"* (Il Comunista.) *"A bas la guerre impérialiste"* (Il Partito Comunista), *"Le capitalisme c'est la guerre, guerre au capitalisme"* (CCI).

Bien qu'il y ait une unité dans la dénonciation de la guerre, il n'existe pas un accord complet entre toutes les composantes de la Gauche communiste sur l'analyse de la situation impérialiste générale. Cependant, les tracts révèlent un accord global de la part de ces différentes organisations sur le fait que les frappes aériennes de l'OTAN expriment une tentative de la bourgeoisie américaine d'imposer son hégémonie et de répondre aux tentatives de contestation de son autorité, et, en particulier, de bloquer l'effort des puissances européennes pour jouer un rôle impérialiste autonome.

Quelles que soient les différences ou nuances d'analyse, il existe entre les diverses organisations de la Gauche communiste une unité sur l'opposition à la guerre impérialiste qui doit jouer un rôle essentiel dans le développement de la conscience prolétarienne de la banqueroute de ce système d'exploitation. Elle démarque clairement la position des internationalistes de celles de la "gauche" de la bourgeoisie et de tout son langage radical et perfide destiné à piéger la classe ouvrière.

C'est pourquoi le CCI a écrit à l'ensemble des groupes internationalistes cités plus haut, dès le 29 mars, pour leur proposer de se rencontrer *"afin d'élaborer un appel commun contre la guerre impérialiste, contre tous les mensonges de la bourgeoisie, contre toutes les campagnes du pacifisme et pour la perspective prolétarienne de renversement du capitalisme"*.

"C'est la première fois depuis plus d'un demi-siècle que les principaux brigands impérialistes mènent la guerre en Europe même, c'est-à-dire le théâtre principal des deux guerres mondiales en même temps que la principale concentration prolétarienne du monde. C'est dire la gravité de la situation présente. Elle donne la responsabilité aux communistes d'unir leurs forces afin de faire entendre le plus fort possible la voix des principes internationalistes, afin de donner à l'affirmation de ces principes l'impact le plus grand possible que le permettent nos faibles forces".

Avec le développement de la situation après plusieurs semaines de guerre, un tel appel est toujours d'actualité.

CCI. (23 avril)

DE FAUSSES OPPOSITIONS À LA GUERRE

(SUITE DE LA PAGE 2)

rière le drapeau national, ne les a-t-il pas appelés et poussés à s'entre-déchirer comme ce fut le cas lors de la Seconde Guerre mondiale ?

Et il suffit de voir l'orientation suivie ces dernières semaines par la propagande du PCF pour en être convaincus. Au nom du *"drame des réfugiés kosovars"*, le PCF réclame désormais à cor et à cri *"l'envoi d'une force d'interposition européenne"* en tant que *"alternative aux frappes de l'OTAN"*. Qu'est-ce que cette "force d'interposition", sinon une intervention terrestre qui ne dit pas son nom ? C'est ainsi que le PCF apporte sa petite pierre à la préparation des esprits à l'envoi de troupes sur le terrain... à la condition que ce ne soit pas sous l'égide de l'OTAN !

La classe ouvrière ne doit pas se faire d'illusion : ce ne sont pas tous les slogans du PCF contre la guerre qui doivent faire oublier sa vraie nature bourgeoise de va-t-en guerre nationaliste et patriotard de la pire espèce.

Le prétendu "internationalisme" des trotskistes : un soutien au nationalisme kosovar

Dans le chœur des pacifistes, les trotskistes font figure de radicaux. Dame ! Ils se distinguent du pacifisme "mou", en ceci que leurs mots d'ordre ne suggèrent pas d'opposer au militarisme des deux camps en présence un appel incantatoire aux "négociations". Non, le tandem Laguiller-Krivine a trouvé mieux. Une déclaration commune, publiée dans *Libération* du 13 avril, exige ainsi *"l'arrêt des bombardements et le refus de l'intervention terrestre de l'OTAN, l'arrêt de la politique de purification ethnique de Milosevic et le retrait des troupes serbes du Kosovo"*, et conclut par la "solution" trotskiste à cette boucherie : *"autodétermination du Kosovo dans le respect des minorités qui y vivent"* ! Ces trois mots d'ordre, c'est *"la mobilisation la plus large des peuples (qui doit les) imposer"*. Ainsi si

la propagande du couple LO-LCR rejette dos à dos les deux camps en présence, ce n'est nullement parce que l'un et l'autre représentent la même logique guerrière nationaliste et impérialiste du capitalisme, totalement étrangère à la classe ouvrière. Non, c'est parce que l'un et l'autre sont des ennemis des "peuples" en général et de l'autodétermination kosovare en particulier ! *"Comment prétendre que la raison de l'intervention des grandes puissances est de faire respecter le droit du peuple kosovar à disposer librement de lui-même, alors que les accords de Rambouillet, dont le refus de Milosevic a servi de prétexte à la guerre, nient explicitement ce droit, en refusant formellement aux Kosovars le choix de l'indépendance ou celui du rattachement à l'Albanie ?"* *"Alors"*, affirme encore le communiqué commun, *"oui au droit des Albanais du Kosovo, comme de tous les peuples des Balkans, à disposer d'eux-mêmes, oui au droit de toutes les minorités d'être traitées comme les majorités, avec toutes les libertés démocratiques que cela implique"*.

Comme à leur habitude, les trotskistes ont donc choisi un camp capitaliste et nationaliste à défendre dans cette nouvelle boucherie. On se rappelle que cela avait déjà été le cas lors de la guerre du Golfe. A l'époque, s'il y avait, selon les trotskistes, un camp à défendre, une nation à soutenir, c'était l'Irak. En d'autres termes, la classe ouvrière devait faire cause commune avec Saddam Hussein et, si les prolétaires occidentaux devaient refuser d'adhérer au bellicisme des "alliés", il était "normal", par contre, que leurs frères de classe d'Irak soient embrigadés derrière la politique suicidaire et sanguinaire du bourreau Hussein. Et tout cela au nom du *"droit des peuples à disposer d'eux-mêmes"*, qui n'est rien d'autre que le droit de la bourgeoisie à disposer de ceux qu'elle exploite, le droit de les envoyer à la boucherie pour la défense

des intérêts du capital national. La logique trotskiste du "droit des peuples" consiste toujours à choisir, parmi les camps capitalistes, le "plus faible". Hier l'Irak contre les alliés occidentaux et le Koweït (petit pays riche *"complice de l'occident"*). Aujourd'hui, c'est le nationalisme kosovar et sa clique militaire de l'UCK qui fait figure de "bon camp" dans la propagande trotskiste, probablement parce qu'il est simplement moins "puissant" que celui de Belgrade ! Un tract de la LCR, appelant à un meeting électoral de Laguiller-Krivine, va ainsi jusqu'au bout de cette logique : *"Il y avait d'autres moyens d'agir si on voulait vraiment contraindre le régime de Belgrade à rendre sa liberté au Kosovo. Les grandes puissances (...) ont les moyens d'aider les Kosovars à se défendre eux-mêmes, plutôt que d'exiger d'eux qu'ils déposent les armes"*.

Peu importe donc, que cette "solidarité" trotskiste avec le "peuple" (autrement dit la bourgeoisie) le plus faible aboutisse à cautionner et à justifier la politique de l'UCK qui enrôle aujourd'hui de force les hommes valides dans les colonnes de réfugiés. Ces prolétaires là doivent mourir pour le "droit des peuples". Voilà comment le pacifisme trotskiste, en partant de la dénonciation des bombes occidentales, finit par se retrouver aux côtés d'intellectuels chantres de la guerre à la Bernard Henri Levy pour en appeler à armer l'UCK. A quand l'appel à de nouvelles "brigades internationales" (comme en 1936 lors de la guerre d'Espagne) pour voler au secours du nationalisme kosovar ?

Peu importe pour les trotskistes, car ce qui compte avant tout, comme pour tous les champions des mobilisations pacifistes, c'est d'éviter, par tous les moyens, que la classe ouvrière ne se pose la question de la guerre en termes de classe, d'internationalisme prolétarien et de dénonciation de la logique guerrière du capitalisme.

PE (24 avril)

SEULE LA LUTTE DE CLASSE PEUT METTRE FIN A LA BARBARIE GUERRIERE

(SUITE DE LA PAGE 8)

lisés ne sont pas prêts à verser leur sang sur les champs de batailles du Kosovo. Ensuite, parce que le déchaînement des bombardements n'a pas mis fin à leur mécontentement face à la misère et au chômage qu'ils subissent quotidiennement, comme le révèlent les grèves qui se poursuivent en France aujourd'hui et dont les médias ne donnent aucun écho.

Avec l'aggravation inévitable de la crise économique, la classe ouvrière va être nécessairement amenée à développer ses combats. Et c'est uniquement lorsque les prolétaires seront contraints par la crise de développer massivement leurs luttes qu'ils vont pouvoir forger leur solidarité, leur unité et leur force de classe. C'est dans la dynamique de ces combats que la classe ouvrière va devoir prendre conscience de la gravité des enjeux de la situation mondiale,

faire le lien entre la crise économique et la guerre, et engager sa lutte révolutionnaire pour le renversement de l'ordre capitaliste.

En ce sens, la seule solidarité que doivent manifester les prolétaires du monde entier envers leurs frères de classe en Serbie et au Kosovo, ce n'est ni la solidarité des organisations caritatives, ni celle des pacifistes, mais la solidarité de classe. Celle qui consiste à mener le combat pied à pied contre leur propre bourgeoisie nationale, contre cette bourgeoisie des "droits de l'homme" qui les exploite et les réduit à la misère. C'est le même système en faillite qui les jette massivement au chômage ici et qui les envoie à la boucherie là-bas.

M.SO

LO -LCR : de prétendus révolutionnaires, d'authentiques défenseurs de l'ordre bourgeois

Le courant trotskiste, à travers ses deux principales organisations en France, LO et la LCR, est en voie d'effectuer une réelle ascension électorale. Certains sondages n'hésitent pas à créditer leur liste commune aux élections européennes d'un score supérieur à celui du PCF. Cette dynamique ascendante de la gauche de la gauche n'est pas sans susciter des espoirs chez toute une frange d'ouvriers,

Selon la propagande de LO/LCR, la prochaine consultation électorale des européennes est effectivement censée donner corps au mécontentement et aux aspirations de nombreux ouvriers pour une autre politique : *"Il faut que les élections européennes confirment le renforcement du courant qui se retrouve dans le langage d'opposition radicale à la gestion capitaliste de la société. Ce sera une censure claire de la politique du gouvernement de la gauche plurielle" qui ne pourra pas être détournée par la droite. Ce sera un contrepoids à l'influence électorale de l'extrême droite. Ce sera le signe d'une radicalisation du monde du travail qui pèsera sur la politique du patronat et du gouvernement"* (extrait d'un tract de LO appelant à un meeting commun A.Laguiller/A. Krivine).

Semer l'illusion que le capitalisme peut être réformé

Que ce courant, s'autoproclamant d'opposition radicale à la gestion capitaliste de la société, sorte renforcé de ces élections, il n'y pas de doute à avoir là-dessus. Une autre question est de savoir si le camp de la révolution, celui qui présente la seule alternative possible au capitalisme, en sortira, lui, renforcé. Pour y répondre objectivement, faisons parler le programme politique scellant l'union électorale de ces deux organisations. En fait de programme, il s'agit plutôt d'une déclaration de principes, d'une série de mesures et de slogans : *"oui il est possible de mettre fin au chômage immédiatement, à condition de mener une politique qui n'hésite pas à prendre dans les profits capitalistes"*. Mitterrand lui-même dans les

années 70 disait qu'il fallait *"opérer une rupture avec le capitalisme"*. Le programme démagogique sur lequel il a été élu en 1981 s'appuyait en grande partie sur des promesses de réduction du fléau social du chômage, et dans la foulée il promettait la réduction de toutes les inégalités sociales. Au service d'objectifs semblables, le PC réclamait des nationalisations, un peu plus que le PS, rabâchant à satiété sous différentes formes sa recette : *"faire payer les riches"*. Il y a dans le fond peu de différence entre les discours des illusionnistes d'hier et celui des gauchistes d'aujourd'hui. Selon LO/LCR, en s'opposant à la logique capitaliste au sein du système, à travers des mesures visant à le rendre moins injuste, on ferait faire à la classe ouvrière des pas en avant vers l'instauration du socialisme. Bien avant LO/LCR déjà et sans y croire le moins du monde, beaucoup ont répandu une telle illusion au sein de la classe ouvrière. Tous étaient de fervents défenseurs de l'Etat capitaliste, à la mode stalinienne, démocrate libérale ou de gauche. Car le capitalisme ne peut être réformé de l'intérieur. Faire croire que le chômage est le fait de la cupidité des patrons, c'est complètement masquer à la classe ouvrière la situation réelle de la crise du capitalisme. S'il jette sur le pavé des millions de prolétaires, alors que c'est justement de l'exploitation de ceux-ci qu'il tire ses profits, c'est justement parce que la réalisation de tels profits est de plus en plus limitée du fait de la crise mondiale de surproduction.

Il n'y a aucune position que le prolétariat puisse conquérir, au sein de la société capitaliste, en vue de développer le rapport de force en sa faveur. Sa

déçus une deuxième fois par le PS et le PC, révoltés par l'aggravation constante de la misère subie par la classe ouvrière ou qui n'avalent pas les alibis humanitaires destinés à justifier l'intervention guerrière dans les Balkans. Gare aux illusions ! Malgré le radicalisme de son langage, pas plus que la gauche, la gauche de la gauche ne se situe du côté de la classe ouvrière.

capacité de résister aux attaques capitalistes, il ne peut la trouver que dans ses luttes de résistance, dans son unité croissante, dans le développement de sa conscience de la faillite du système qui entraîne l'humanité à sa perte, et dans l'identification de la vraie nature de ceux qui se prétendent ses amis, des syndicats aux partis de gauche et d'extrême gauche.

Dévoier le mécontentement sur le terrain électoral

Les solutions trotskistes au chômage, loin de s'inscrire dans une perspective de rupture avec le capitalisme, ne font en réalité qu'éloigner le prolétariat de la remise en cause en profondeur de ce système. Mais ne serait-ce pas là qu'une erreur, un cas isolé d'opportunisme, ne remettant pas en question le fond prolétarien de ces organisations ? Non ! Entre autre illustration, LO/LCR participent aussi, à côté des partis de droite et de gauche, à l'entretien de la mystification démocratique et électorale. Quelles que soient les justifications qui pourront être invoquées, c'est un fait patent que la candidature LO/LCR va revivifier ces élections européennes qui d'ordinaire ne déplacent pas les foules. Elle va, une fois de plus, permettre de canaliser vers les urnes de la bourgeoisie une partie du mécontentement, à un moment où la combativité ouvrière resurgit et tend de plus en plus à s'exprimer sur le terrain des luttes.

Le discrédit qui se développe vis-à-vis des deux partis de gauche et des Verts assumant les responsabilités gouvernementales et les attaques antiouvrières était de nature à renforcer chez les ouvriers le sentiment d'inutilité des

élections, sachant que, de toute façon, c'est toujours la classe ouvrière qui les perd, quelle que soit la formation politique ou le candidat qui les gagne. Heureusement pour les institutions bourgeoises, c'est à point nommé que la candidature unie LO/LCR vient offrir, à gauche, un autre choix qui fait illusion.

Une critique à mi-chemin de la gauche pour masquer sa nature bourgeoise

Mais, nous dira-t-on, comment expliquez-vous la dénonciation virulente à laquelle se livrent ces formations trotskistes, LO en particulier, de la politique menée par la gauche qui *"fait des cadeaux au grand patronat"* et continue la même politique antiouvrière que la droite ? Eh bien, justement, cette critique là, radicale en apparence, masquée en fait l'essentiel de la réalité. Le capitalisme ne se restreint pas au grand patronat, qui n'en constitue d'ailleurs pas plus la représentation la plus significative. Le capitalisme est, dans chaque pays, d'abord et avant tout incarné par l'Etat qui est le garant des intérêts du capital national, et à ce titre soumis à ses orientations et à son autorité les différents agents capitalistes, dont le secteur privé avec le grand et le petit patronat. Et les partis de gauche, bien qu'en général pas directement liés au capital privé, contrairement à la droite, n'en sont pas moins pour autant des défenseurs du capital national. A ce titre, ils sont des partis bourgeois à part entière, tout autant que ceux du centre, de la droite ou de l'extrême droite. Voilà ce que LO / LCR non seulement ne diront jamais, mais encore s'em-

ployeront toujours à masquer en présentant l'extrême droite comme le plus antiouvrier des partis. Les preuves de cette nature bourgeoise de la gauche sont légion. Au gouvernement, c'est avec la même détermination que la droite qu'elle attaque la classe ouvrière, mais avec ceci en plus, c'est qu'elle parvient à masquer la profondeur de ces attaques derrière un verbiage social. Les trente-cinq heures ou les attaques en préparation sur la sécurité sociale, cautionnées par le "progrès social" que constituerait la "couverture médicale universelle", en sont une éclatante vérification. Autre preuve, et d'envergure, de cette appartenance de la gauche au camp bourgeois : son engagement sans réserve dans les différents conflits impérialistes, depuis la première boucherie mondiale jusqu'à l'actuel conflit dans les Balkans.

Mais malgré tout, en dépit de sa nature bourgeoise, la gauche ne constituerait-elle pas un moindre mal pour la classe ouvrière, par rapport à d'autres fractions de la bourgeoisie qui, comme le Front National, s'affichent plus ouvertement antiouvrières ? La vérité n'est pas celle-là. Mettant à profit la capacité dont ils disposent pour mystifier le prolétariat, les partis de gauche se sont avérés constituer, dans les moments décisifs, les derniers remparts que le capital oppose à la classe ouvrière, en assumant pleinement le rôle de bourreaux du prolétariat, comme en Allemagne en 1919.

LO / LCR, la gauche, de la gauche de l'appareil politique de la bourgeoisie

Dans quel camp se situent ceux qui comme LO et la LCR dissimulent sciemment à la classe ouvrière la vraie nature de leurs ennemis les plus dangereux ? Incontestablement du côté de ces derniers. Alors pourquoi, dans ce cas, les dénoncent-ils, même si ce n'est que partiellement ?

Tout d'abord il convient de faire ressortir que cette dénonciation ne s'exerce pas toujours avec la même virulence. Si aujourd'hui, comme dans une partie des années 80, la critique est radicale, en d'autres occasions par contre, elle peut ouvertement laisser la place à une certaine bienveillance. En fait, quand les ouvriers "y croient", il s'agit de les maintenir dans leurs illusions, et quand ils commencent à ne plus y croire, il faut anticiper le mouvement, juste ce qu'il faut pour ne pas paraître suiviste. Ainsi rappelons qu'entre les deux tours des élections présidentielles de 74 et 81, LO appelait à voter Mitterrand, même si la seconde fois c'était de façon plus nuancée, *"sans illusion mais sans réserve"*, justement pour tenir compte d'une certaine méfiance dans la classe ouvrière vis-à-vis du PS et de son leader. De même, lorsque la gauche revient au gouvernement en 1997, elle trouve face à elle une classe ouvrière affaiblie politiquement par le recul de la lutte de classe du début des années 90 et de nouveau perméable à certaines illusions vis-à-vis de la gauche. Au lieu de participer à les faire tomber, LO et plus encore la LCR, se sont employés à les faire durer le plus longtemps possible comme l'illustre cet extrait d'un édito de LO de juillet 97 : *"les hommes de gauche et les hommes de droite ne sont pas rigoureusement identiques (...) pourquoi ne pas discuter comment les*

ALGERIE

Derrière la mascarade électorale, le vrai visage de la terreur d'Etat

Mi-avril, alors que le cirque électoral battait son plein en Algérie, six des candidats se retiraient avec ostentation, prétextant de la mise en place de truccages multiples et de falsifications par le gouvernement. C'est donc l'homme de l'armée, Abdelaziz Bouteflika, qui remportait comme il fallait s'y attendre les élections, avec un taux de participation officiel de plus de 70%, alors que le taux réel proche de 20% (chiffre "secret" révélé par l'armée) témoigne de l'ampleur du bourrage des urnes. Le FFS, se faisant le porte-parole de la protestation des "six", organisait aussitôt une *"manifestation pacifique contre la dictature"*, immédiatement interdite par le pouvoir algérien.

Si l'affaire n'a visiblement pas mobilisé des foules algériennes toujours prises entre les deux feux de la terreur étatique et de celle des islamistes, la France en a profité pour organiser une campagne démocratique brève mais de grande ampleur. Ainsi, on a pu entendre des hommes politiques de tous bords et les médias se récrier devant le gonflement artificiel des urnes et "regret-

ter" avec amertume que la "démocratie" n'ait toujours pas droit de cité en Algérie. Quelle hypocrisie ! Qu'on se souvienne que la France avait soutenu sans aucun état d'âme le coup d'Etat de Liamine Zeroual en 1992, alors que ce dernier avait annulé les élections qui avaient donné la victoire aux islamistes. Cela arrangeait bien sa position de puissance de tutelle de l'Algérie dans laquelle les islamistes du FIS venaient semer le chaos, pour le compte du rival de la France : les Etats-Unis. Qu'on se souvienne que la bourgeoisie française a défendu avec application tous les régimes dictatoriaux à l'intérieur de sa chasse gardée africaine, comme elle s'est constamment trouvée du côté de la trique étatique en Algérie. Ainsi, lorsque l'armée réprimait avec une rare sauvagerie les émeutes populaires de la faim et les grèves ouvrières dans les années 80, l'impérialisme français se taisait et ne venait pas crier au loup. Et, derrière ses grands airs "critiques" à l'égard des "manières" antidémocratiques de Bouteflika, on peut être certain que de toute façon elle va s'efforcer de s'attacher ses services,

comme elle l'a toujours fait à l'égard des chefs d'Etat algériens. Elle s'est d'ailleurs bien appliquée par exemple à ne pas faire trop de publicité à son passé en prison pour détournements de fonds du ministère des Affaires étrangères lorsqu'il était à ce poste.

Evidemment, la bourgeoisie française préférerait avoir à exhiber le soutien à un régime plus présentable, à l'image de ceux des pays "civilisés". Elle préférerait, certes, pouvoir faire comme son rival américain qui se targue d'appuyer désormais, sur ses zones d'influence d'Amérique latine, des régimes à "label démocratique" certifié conforme. Ce n'a évidemment pas toujours été le cas. Du temps de la guerre froide, alors que le continent sud-américain était en proie à des rivalités impérialistes aiguës, notamment aux poussées de guérillas soutenues par l'URSS, l'Oncle Sam n'avait pas autant de scrupules et n'hésitait pas à soutenir et installer des régimes militaires à poigne, comme celui de Pinochet de sinistre mémoire. C'est un peu ce qui se passe aujourd'hui en Algérie, où la bourgeoisie n'a guère les moyens, ni la capacité de se payer le

luxé du masque démocratique. La déliquescence et le chaos qui règnent dans ce pays, le fait que son Etat soit directement sous la pression intense des antagonismes impérialistes entre la France et les Etats-Unis, ne laissent pas beaucoup de place pour le cirque électoral. Dans une région stratégique aussi incontrôlable et instable, l'armée reste le seul secteur bourgeois qui soit capable de garantir un minimum de stabilité. De cela, la bourgeoisie française est parfaitement consciente et totalement solidaire.

Si la bourgeoisie a besoin de la carte démocratique, ce n'est que pour mieux tromper les masses ouvrières, que pour mieux cacher la réalité de sa dictature de classe derrière un "pluralisme" électoral, qui consiste, en fait, à bourrer, sinon les urnes, du moins les crânes. Mais parfois, c'est un "luxé" qu'elle n'a pas les moyens de se payer. C'est alors que se dévoile, dans toute sa nudité, la brutalité de la dictature qu'exerce la classe dominante sur toute la société.

W/KW (24 avril)

(SUITE PAGE 5)

Les vraies raisons de la guerre

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

ouvertement défendus par les Etats-Unis (qui, dès 1992, se sont prononcés pour l'indépendance de la Bosnie). Cette situation aura favorisé l'expression d'une dynamique de "chacun pour soi", correspondant aux différents intérêts impérialistes en présence. En particulier, ce sont les initiatives des "seconds couteaux" soucieux de préserver leur présence dans la région, la France et la Grande-Bretagne (cette dernière confirmant à cette occasion la rupture de son alliance historique avec les Etats-Unis) qui constituent l'élément le plus actif du conflit. L'occupation directe du terrain par les armées britannique et française sous l'uniforme de l'ONU puis sous leur propre bannière nationale, à travers la FFR, a fortement contribué à déjouer les tentatives américaines de prendre position solidement dans la région, via son allié bosniaque. C'est leur action pour gêner ou paralyser l'action des Bosniaques et couvrir l'offensive de l'armée serbe qui a contraint la bourgeoisie américaine d'une part à intervenir directement dans le conflit, sous couvert de réaction à "l'impuissance européenne à rétablir la paix", d'autre part à s'allier provisoirement avec l'Allemagne à travers une "fédération croato-musulmane". C'est par la force que les Etats-Unis ont alors imposé leur contre-offensive en évinçant les forces de l'ONU avec les premiers bombardements aériens de l'OTAN en Bosnie en 1995.

Les Etats-Unis, au prix d'un dépeçage du territoire, sont parvenus à stabiliser la situation sur le sol bosniaque en traitant directement avec Milosevic et à imposer les fragiles accords de Dayton en 1996. Cependant, la victoire finalement obtenue par les Etats-Unis, à travers ces accords, ne constituait pas une victoire définitive dans cette partie du monde ni un arrêt de la tendance générale vers le déclin de leur hégémonie mondiale.

LO-LCR

(SUITE DE LA PAGE 4)

travailleurs pourraient aider à changer le rapport de force entre la gauche et le patronat ?

Le rôle des trotskistes est du même type que celui de la gauche, mais en plus radical encore : se faire passer pour des partis ouvriers afin de mieux saboter le développement de la lutte et de la conscience de classe. C'est à ce titre qu'ils ont aidé la gauche à faire illusion sur l'instauration des 35 heures. Alors que les ouvriers n'avaient pas encore conscience de l'ampleur de l'attaque qu'elle allait permettre, LO cherchait à faire croire que cela pourrait constituer une conquête ouvrière, allant même jusqu'à déplorer que la loi ne soit pas applicable pour tous avant l'an 2000.

Aujourd'hui l'extrême gauche de l'appareil politique de la bourgeoisie se voit investie d'une responsabilité particulière du fait que la "gauche plurielle", en accédant au gouvernement, a absorbé les principales forces traditionnelles d'encadrement et de mystification de la classe ouvrière, au premier rangs desquelles le PCF. C'est pourquoi, pour combler le déficit oppositional, l'extrême gauche doit ratisser plus large que de coutume. A cette fin elle a bénéficié à fond du soutien mé-

Ce sont les mêmes antagonismes déjà à l'oeuvre précédemment entre les grandes puissances, principalement celles qui constituaient le "Groupe de contact" (Allemagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Russie) censées "assurer la paix" dans l'ex-Yougoslavie et militairement déjà massivement implantées sur le terrain comme "forces d'interposition" qui sont directement responsables de l'extension du conflit au Kosovo. L'échec des conférences de Rambouillet et de Paris en février dernier n'est pas seulement imputable à "l'intransigeance de Milosevic" dans son refus de toute autonomie du Kosovo et le "dictateur de Belgrade", comme hier Saddam Hussein, ne s'est d'ailleurs pas privé d'exploiter les divergences d'intérêts entre ses adversaires.

Une fuite en avant dans la guerre et des difficultés accrues pour tous les protagonistes

C'est à nouveau l'Allemagne qui a poussé les indépendantistes kosovars de l'UCK à la rébellion. Ce sont les Etats-Unis qui ont déclenché les bombardements, pour préserver leur autorité de gendarme du monde, bien que, pendant des mois, ils aient repoussé l'intervention militaire dans l'espoir de pouvoir traiter avec Milosevic après l'avoir laissé au préalable écraser les rebelles kosovars. L'intérêt, en effet, de la bourgeoisie américaine face à l'Allemagne n'était nullement la création d'un Kosovo indépendant. Pour les Etats-Unis, l'option militaire, telle qu'elle se déroule aujourd'hui, résulte de l'échec de l'option diplomatique (avec le chantage militaire) comme l'a démontré explicitement la mission de l'émissaire américain Holbrooke auprès de Milosevic, présentée comme une tentative diplomatique "de la dernière chance" quelques jours avant le déclenchement des frappes de l'OTAN.

diatique de la bourgeoisie, en particulier à travers les nombreux gros plans sur la "sympathique Arlette" qui vient émailler sa critique violente de la gauche et des syndicats de quelques réflexions personnelles sur les "choses de la vie", histoire d'apparaître comme une candidate normale et non plus comme une révolutionnaire obscure.

Ce n'est pas le CCI qui décrète la nature bourgeoise de LO/LCR et du courant trotskiste, c'est la réalité elle-même qui l'atteste. C'est depuis la Seconde Guerre mondiale que, gangrené par l'opportunisme, le trotskisme a trahi l'internationalisme prolétarien en se rangeant dans la défense d'un camp impérialiste et, par là même, dans celui du capital contre celui de la classe ouvrière (voir RI n° 289, "Il y a plus d'un demi siècle que le trotskisme a trahi le camp prolétarien"). Et aujourd'hui encore les prises de position des trotskistes sur la guerre en Yougoslavie, sous couvert d'opposition à la barbarie guerrière, ne sont en fait qu'une manière de cautionner le nationalisme au nom du "droit des peuples" (voir article page 2).

B. (24 avril)

Un mois après le début des bombardements de l'OTAN, cette fuite en avant dans le militarisme se traduit par toute une série de difficultés accrues pour toutes les grandes puissances engagées dans le conflit.

En ce qui concerne la Russie, l'intervention de l'OTAN contre la Serbie, son alliée traditionnelle, constitue, pour la bourgeoisie de ce pays, une véritable provocation qui ne peut que la déstabiliser encore plus. Les "menaces" proférées par la Russie masquent mal son impuissance. Ses velléités de voler au secours de la Serbie sont entièrement bridées par l'état d'entière dépendance économique et financière dans laquelle se retrouve aujourd'hui cette ex-tête de bloc envers les subsides occidentaux. En particulier, il a suffi que le FMI agite la menace d'une suppression de cette manne pour la ramener "à la raison". La Russie est aujourd'hui reléguée dans un rôle purement diplomatique où elle connaît l'humiliation d'être devenu un émissaire des exigences de l'OTAN (l'organisme spécifiquement chargé de combattre l'impérialisme russe pendant 40 ans) auprès de son allié serbe. Par ailleurs, la paralysie de l'autorité de Moscou ne peut être qu'une incitation pour différentes républiques de la fédération de Russie à contester le gouvernement central.

Certes, l'Allemagne a marqué une avancée importante au début du conflit avec la couverture que lui offre aujourd'hui l'OTAN qui lui permet de contourner l'interdiction implicite qui lui avait été faite, depuis sa défaite dans la Seconde Guerre mondiale, d'intervenir militairement à l'extérieur.

De même, dans la mesure où l'opération actuelle s'attaque à la Serbie, "ennemi traditionnel" et "verrou" de l'Allemagne dans ses visées en direction du Moyen-Orient, cette opération va dans le sens des intérêts de l'impérialisme allemand, surtout si elle aboutit au démembrement de la fédération yougoslave et de la Serbie elle-même, avec la perte du Kosovo.

Cependant, l'Allemagne se retrouve désormais directement concurrencée par les Etats-Unis dans son soutien à l'UCK. En effet, les Etats-Unis sont parvenus à "retourner" à leur avantage de larges fractions de la rébellion en fournissant en abondance aux combattants des armes ultra-modernes et un entraînement militaire accéléré.

Par ailleurs, l'offensive terrestre en préparation dessert les intérêts impérialistes de la bourgeoisie allemande car celle-ci risque de se retrouver prise de vitesse par les autres puissances, étant donné son impréparation à l'envoi de troupes au sol (y compris sur le plan du conditionnement idéologique de sa population), ce qui va constituer un lourd handicap pour elle.

Pour la Grande-Bretagne et la France, ne pas participer à l'opération "Force déterminée" signifiait se retrouver carrément exclues d'entrée de jeu dans une région aussi stratégiquement déterminante que celle des Balkans. Le rôle qu'ils pouvaient jouer dans une résolution diplomatique de la crise yougoslave était conditionné par l'importance de leur participation aux opérations militaires. Mais la contradiction entre leur alliance traditionnelle avec la Serbie et l'opération guerrière actuelle à laquelle ils ont été contraints porte un rude coup à leur crédibilité en tant que grandes puissances et à leur capacité d'apparaître comme des alliés

fiables. Ces deux brigands, encore liés par des intérêts communs, n'ont pas d'autre choix que de jouer à fond la carte de l'intervention terrestre, la seule option encore capable de leur assurer une présence conséquente sur le terrain et de mettre en valeur leur pouvoir de nuisance envers leurs principaux rivaux, les Etats-Unis et l'Allemagne.

Quant aux Etats-Unis, ils voient dès à présent leur domination et leur prétention à continuer d'exercer leur rôle de gendarme du monde contestées sur le terrain même où ils pouvaient affirmer leur écrasante suprématie : les opérations militaires. Ainsi, les nombreuses critiques, surtout franco-britanniques, qui se sont multipliées ces derniers temps sur la conduite des opérations militaires par l'OTAN et la proposition d'un transfert de ce pouvoir vers l'ONU ou même l'OSCE (l'embryonnaire projet de défense commune européenne jusqu'à placée sous la stricte autorité de l'OTAN) contiennent implicitement une remise en cause de la direction et du contrôle exclusif de ces opérations par les Etats-Unis. De plus, pour préserver leur image de gendarme du monde et la défense de leur rôle de première puissance mondiale, les Etats-Unis sont contraints d'aller jusqu'au bout de leur option militaire, en dépit des graves risques d'enlèvement qu'ils encourrent. Après avoir répété pendant près d'un mois qu'ils n'enverraient pas de troupes au sol ou qu'ils y étaient opposés, ils sont aujourd'hui obligés de renier leurs engagements et de recourir, sous la pression de la Grande-Bretagne et de la France, au scénario envers lequel ils ont toujours manifesté le plus de réticences : la préparation de l'intervention terrestre. Ce cafouillage et ce manque de maîtrise contraste singulièrement avec la guerre du Golfe en 1991, dont le scénario était écrit d'avance de la première à la dernière ligne par la puissance américaine.

Par ailleurs, la guerre qui vient d'éclater risque de provoquer de très sérieuses dissensions au sein de toute une série de bourgeoisies nationales européennes.

Ainsi, au sein de la bourgeoisie française, la guerre a provoqué des points de fractures dans la plupart des partis, en particulier au sein du RPR avec la démission avec fracas du président du parti gaulliste. C'est directement le produit de cette contradiction entre l'alliance traditionnelle envers la Serbie et la participation à l'action de l'OTAN. Ce même clivage traverse également la bourgeoisie britannique, certaines fractions conservatrices contestant la remise en cause de l'alliance historique avec la Serbie. De même, la contestation "pacifiste" et les prises de position anti-OTAN ont trouvé un écho plus large qu'ailleurs au sein de la bourgeoisie italienne, dont une partie est d'autant plus poussée à remettre en question la place de l'Italie au coeur du dispositif de l'OTAN que ce pays est particulièrement exposé aux retombées de la guerre, étant donné sa proximité des zones de conflit. Cela ne peut qu'accroître profondément les clivages au sein de cette bourgeoisie entre pro- et anti-américains.

Un enfoncement de l'Europe dans le chaos guerrier

Cette fuite en avant inexorable dans la guerre ne peut aboutir qu'à une aggravation encore plus grande du chaos

qui règne déjà dans la situation mondiale. Et l'intervention terrestre avec le déploiement de troupes aux intérêts concurrents va constituer un nouveau puissant accélérateur de la dynamique du "chacun pour soi".

Déjà, dans la future négociation avec Milosevic, circulent plusieurs plans concurrents sur le futur découpage du Kosovo, l'un élaboré par les Etats-Unis, un autre concocté par la France, un troisième émanant de l'Allemagne. L'intervention terrestre va également constituer un puissant facteur de déstabilisation de l'ensemble des Balkans. Tous les ingrédients sont réunis pour que la curée impérialiste sur le Kosovo débouche sur une accélération du chaos. Au delà, c'est la principale composante de celle-ci, la Serbie, qui est menacée de dislocation en même temps que se profile l'éventualité de la disparition de ce qui restait de l'ancienne fédération yougoslave (Serbie et Monténégro).

Dès aujourd'hui, la multiplication des manifestations anti-OTAN en Macédoine où les troupes occidentales sont largement déployées (et alors que la population s'en est déjà pris à des soldats français) souligne le risque de voir cette province s'embraser à son tour et basculer dans le chaos. Derrière ce pays à dominante de population grecque et de forte minorité d'origine bulgare, c'est la Bulgarie et la Grèce qui se retrouveraient directement entraînées dans la tourmente guerrière. Avec l'implication possible de la Turquie qui serait alors tentée de profiter de la situation pour régler ses comptes avec sa vieille ennemie, la Grèce, la crise actuelle risque de provoquer un véritable embrasement de toute la région des Balkans et d'une bonne partie de la Méditerranée. D'ores et déjà, la poursuite et l'intensification de la guerre paralyse tout le trafic du Danube, asphyxiant l'économie de pays comme la Bulgarie et la Roumanie. Ce sont non seulement tous les pays des Balkans qui vont être inexorablement pris dans la spirale de chaos et de débordements guerriers, de moins en moins contrôlés et de plus en plus attisés par le véritable combat que se livrent les grandes "démocraties" occidentales, mais c'est vers une profonde déstabilisation du continent européen que l'on se dirige.

CY (23 avril)

(1) Cette résolution est publiée intégralement dans la *Revue Internationale* n° 97 qui vient de paraître.

Lisez notre brochure :

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

GUERRE DU GOLFE

* Hier, aujourd'hui, demain
**LE CAPITALISME
C'EST LA GUERRE**

* USA, GRANDE-BRETAGNE,
FRANCE, URSS, IRAK...
**LA BOURGEOISIE,
UNE CLASSE DE GANGSTERS**

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

16F. 7511



Les responsabilités accrues des révolutionnaires face à la gravité de la situation historique

Le CCI a tenu son 13e congrès fin mars et début avril 1999, en un moment historique marqué par l'accélération de l'histoire, alors que le capitalisme agonisant fait face à une des périodes les plus difficiles et périlleuses de l'histoire moderne, comparable par sa gravité aux deux guerres mondiales, au surgissement de la révolution prolétarienne en 1917-19 ou à la grande dépression de 1929. En effet, la gravité de la situation est déterminée par un aiguisement des contradictions à tous les niveaux :

- celui des tensions impérialistes et du développement du désordre mondial ;
- une période très avancée et dangereuse de la crise du capitalisme ;
- des attaques sans précédent depuis la dernière guerre mondiale contre le prolétariat international ;
- une décomposition accélérée de la société bourgeoise.

Le CCI, conscient de l'énorme responsabilité que cette situation confère au prolétariat, a centré les débats du congrès de façon à tracer les perspectives avec la clarté qu'exige le moment historique actuel. C'est uniquement en développant sa combativité et sa conscience que le prolétariat pourra mettre en avant l'alternative révolutionnaire qui seule peut assurer la survie de la société humaine. Mais la responsabilité la plus importante repose sur les épaules de la Gauche communiste à laquelle se rattachent les organisations du camp prolétarien. Elles seules peuvent transmettre les leçons théoriques et historiques, ainsi que la méthode marxiste, indispensables aux minorités révolutionnaires qui émergent aujourd'hui pour se rattacher à la construction du parti de classe du futur. En quelque sorte, comme *Bilan* dans les années 1930 (1), la Gauche communiste se trouve aujourd'hui contrainte de comprendre une situation historique nouvelle sans précédent. Cet enjeu requiert à la fois un profond attachement à l'approche théorique et historique du marxisme et de l'audace révolutionnaire pour comprendre des situations qui ne sont pas totalement intégrables dans les schémas du passé.

C'est avec une telle préoccupation que le CCI a abordé son 13e congrès, afin d'être en mesure de contribuer pleinement, à travers ses analyses, ses positions et son intervention à la réponse prolétarienne face à la gravité de la situation mondiale à l'aube du prochain millénaire.

Situation internationale : une tendance croissante au chaos

Les débats sur l'analyse et les perspectives de la situation internationale ont constitué l'axe central de notre 13e congrès (voir la résolution sur la situation internationale publiée dans la *Revue Internationale* n° 97). Et il ne pouvait en être autrement. Peu de jours avant sa tenue, la nouvelle guerre des Balkans avait éclaté (2). Le congrès a établi clairement que cette nouvelle guerre constituait l'événement le plus important sur la scène impérialiste depuis l'effondrement du bloc de l'Est à la fin des années 1980. La guerre actuelle et ses effets déstabilisateurs à l'échelle européenne et même internationale, constituent une nouvelle illustration du dilemme dans lequel se trouvent aujourd'hui enfermés les Etats-Unis. La tendance au "chacun pour soi" et

l'affirmation de plus en plus explicite des prétentions impérialistes de leurs anciens alliés les obligent de façon croissante à faire étalage et usage de leur énorme supériorité militaire. En même temps, cette politique ne peut aboutir qu'à une aggravation encore plus grande du chaos qui règne déjà dans la situation mondiale.

Ainsi, le congrès a conclu que la guerre dans l'ex-Yougoslavie est la plus claire expression d'une nouvelle étape dans le développement de l'irrationalité de la guerre dans le capitalisme décadent, directement liée à la phase de décomposition. Cela confirme une thèse fondamentale du marxisme à propos du capitalisme du XXe siècle considérant que, dans sa période de déclin, la guerre est devenue son mode d'existence.

Une telle accentuation du chaos, avec un bras de fer permanent entre les grandes puissances, est alimenté par une accélération de la crise capitaliste qui s'est développée à partir de la fin des années soixante lorsque s'est achevée la période de reconstruction du second après-guerre. Au début de la décennie, la bourgeoisie a masqué ce phénomène en présentant l'effondrement du bloc de l'Est comme la victoire finale du capitalisme sur le communisme. En réalité, la faillite de l'Est a été un moment-clé dans l'approfondissement de la crise capitaliste mondiale. Elle a révélé la banqueroute d'un modèle bourgeois de gestion de la crise : le stalinisme. Depuis lors, l'un après l'autre, les "modèles économiques" ont mordu la poussière, en commençant par la deuxième et la troisième puissances industrielles du monde, le Japon et l'Allemagne. Elles devaient être suivies par la plongée des "tigres" et des "dragons" d'Asie et des économies "émergentes" d'Amérique Latine. La banqueroute ouverte de la Russie a confirmé l'incapacité du "libéralisme occidental" à régénérer les pays d'Europe de l'Est. La bourgeoisie a présenté cette catastrophe économique comme particulièrement sévère, mais néanmoins limitée à une récession conjoncturelle et temporaire. Ce que ces pays ont subi en vérité est une dépression en tous points aussi brutale et dévastatrice que celle des années trente. Et ce n'est que le prélude d'une nouvelle récession ouverte au niveau mondial.

Concernant la lutte de classe, notre congrès a mis en avant que, malgré le poids de la décomposition déterminée par l'impasse où se trouve le capitalisme, malgré le recul historique qu'a représenté pour la combativité et la conscience du prolétariat l'effondrement du bloc russe en 1989 -identifié par l'écoeuvante campagne de la bourgeoisie mondiale avec la mort de la perspective communiste-, le prolétariat n'est pas défait historiquement. Bien que le temps ne joue pas en sa faveur, dans la mesure où il ne peut empêcher la prolifération de toutes les manifestations du pourrissement d'un ordre social en décomposition, la fin de cette décennie est marquée par des manifestations d'une reprise de la combativité. Pour y faire face, les syndicats ont dû recommencer à contrôler, isoler et saboter les mouvements de luttes et la bourgeoisie a dû renouer avec cette politique de black-out des luttes au niveau international, afin de ne pas étaler le "mauvais exemple" de la résistance ouvrière.

Malgré les difficultés qui continuent à peser sur la classe ouvrière du fait de

la décomposition de la société capitaliste, le 13e congrès considère qu'il y a de bonnes raisons de penser qu'à long terme, il existe beaucoup d'aspects particulièrement favorables à un nouveau développement de la conscience dans la classe ouvrière :

- l'état avancé de la crise elle-même, impulsant la réflexion prolétarienne sur le besoin de confronter et dépasser le système ;
- le caractère de plus en plus massif, simultané et généralisé des attaques, posant le besoin d'une réponse de classe généralisée ;
- l'omniprésence de la guerre, détruisant les illusions sur un possible capitalisme "pacifique". La guerre actuelle dans les Balkans, une guerre proche des centres vitaux du capitalisme, va avoir un impact significatif sur la conscience des ouvriers dans la mesure où elle va exprimer de façon accrue la perspective catastrophique que le capitalisme offre à l'humanité ;
- le renforcement de la combativité d'une classe non défaite contre la dégradation de ses conditions d'existence ;
- l'entrée en lutte d'une nouvelle génération d'ouvriers, avec une combativité pleinement intacte et qui peut apprendre des expériences de la génération ouvrière qui a développé ses luttes après 1968 ;
- le surgissement de cercles de discussion ou des noyaux d'ouvriers avancés qui vont essayer de se réapproprier l'expérience immédiate et historique du mouvement ouvrier. Dans une telle perspective, la responsabilité de la Gauche communiste sera beaucoup plus grande que dans les années trente, surtout dans un contexte où la bourgeoisie, pleinement consciente du danger que le prolétariat ne renoue le fil de son histoire, a développé une campagne de dénigrement contre le passé et le présent de son ennemi de classe.

Inquiète face au danger prolétarien, la classe dominante a placé la social-démocratie au gouvernement dans 13 des 15 pays de l'Union Européenne ainsi qu'aux Etats-Unis. Il s'agissait pour elle de revitaliser la mystification électorale et l'alternative démocratique, après de longues années de gouvernement de droite, notamment dans des pays-clés comme l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Mais, par ailleurs et surtout, face à la nécessité d'accentuer les attaques contre la classe ouvrière, la gauche a l'avantage sur la droite de procéder de façon plus habile et moins provocante.

En conclusion, le 13e congrès a précisé que le fait que la gauche se trouve aujourd'hui dans la plupart des gouvernements constitue une expression du fait que la bourgeoisie est bien consciente du danger que représente une classe ouvrière consciente de son rôle historique, ce qui justifie toutes ces actions préventives destinées à limiter le développement de sa combativité.

Les activités du CCI déterminées par la nouvelle période

Le 13e congrès du CCI a réalisé un bilan de ses activités, au feu d'une situation historique inédite particulièrement difficile et périlleuse, à un moment où les grandes puissances déploient leur arsenal de mort au coeur même de l'Europe.

Le bilan des activités établi par le 13e congrès est très positif. Il ne s'agit pas là d'une manifestation d'autosatisfaction

mais d'une évaluation objective et critique de notre activité. Le 12e congrès avait diagnostiqué que le CCI devait revenir à un équilibre de l'ensemble de ses activités, après avoir mené pendant plus de trois ans un combat pour l'assainissement du tissu organisationnel. En accord avec le mandat du 12e congrès, ce "retour à la normale" a été concrétisé par :

- une ouverture envers le milieu politique prolétarien et envers les contacts, tout en poursuivant le combat contre les groupes et les éléments parasites ;
- un renforcement théorique-politique, avec la capacité de donner une dimension historique à notre propagande, en la basant sur le marxisme et la propre expérience de la classe ;
- un renforcement de "l'esprit de parti", seule façon de renforcer l'organisation révolutionnaire.

Le renforcement de l'organisation s'est également concrétisé par la capacité du CCI à intégrer de nouveaux militants dans sept sections territoriales (et notamment dans la section en France). Ainsi, le renforcement numérique du CCI (qui est appelé à se poursuivre, comme en témoigne le fait que d'autres sympathisants ont posé récemment leur candidature à l'organisation) vient démentir toutes les calomnies du milieu parasitaire accusant notre organisation d'être devenue une "secte repliée sur elle-même". Contrairement aux dénigrements de nos détracteurs, le combat mené par le CCI pour la défense de l'esprit de parti, n'a pas fait fuir les éléments en recherche des positions de classe, mais a au contraire permis leur rapprochement et leur clarification politique.

Le CCI a développé une intervention sérieuse et sereine, emprunte d'une vision à long terme, en vue d'un rapprochement avec les groupes du milieu politique prolétarien. Cette activité s'est étendue aux contacts et sympathisants aux préoccupations desquels il faut répondre avec sérieux et profondeur et à qui il faut permettre de dépasser les incompréhensions et la méfiance envers l'organisation. Cette orientation du CCI ne résulte pas d'une vision mégalomane mais des exigences de la situation historique qui requiert que le prolétariat, et les minorités révolutionnaires à ses côtés, assume ses responsabilités.

La défense du milieu prolétarien a conduit le CCI à combattre la contre-offensive des éléments parasitaires, notamment en publiant deux brochures intitulées *La prétendue paranoïa du CCI* et en tenant à Paris une réunion publique "internationale" en défense de l'organisation, activité à laquelle se sont intégrés plusieurs de nos contacts. Ainsi, l'organisation a approfondi sur la question du parasitisme politique, en adoptant et en publiant les "Thèses sur le parasitisme", lesquelles constituent une arme de compréhension historique et théorique sur cette question pour l'ensemble des groupes du milieu. La défense du milieu prolétarien a consisté aussi pour le CCI à développer une politique de discussions et de rapprochement, mettant en place avec d'autres groupes de ce milieu des interventions communes face aux campagnes anti-communistes qu'a déchaînées la bourgeoisie lors de l'anniversaire de la Révolution d'Octobre. De même, cette démarche a connu un prolongement dans le travail d'intervention en direction du milieu politique qui surgit en Russie.

Le 13e congrès a établi que l'intervention en direction du "marais politique" doit être assumée de façon plus décidée par l'organisation. Ce "no man's land" indéterminé entre la bourgeoisie et le prolétariat est le lieu de passage obligé de tous les éléments de la classe qui s'acheminent vers une prise de conscience. Il constitue aussi un terrain privilégié de l'action du parasitisme avec lequel se joue une course de vitesse. Aussi l'organisation ne doit pas attendre que les éléments en recherche la "découvrent" pour s'intéresser à eux. Bien au contraire, elle doit s'adresser à ces éléments et mener le combat contre la bourgeoisie dans le marais lui-même.

Ce renforcement de notre vision du milieu politique prolétarien est un résultat du renforcement politique et théorique. Le congrès a souligné que ce dernier ne doit pas être considéré comme une "activité à part", "à côté" ou "en plus" des autres tâches. Dans la situation historique actuelle et dans la perspective à long terme où s'inscrit la vie des organisations révolutionnaires, le renforcement politique et théorique doit inspirer et constituer le socle de nos activités, de nos réflexions et de nos décisions.

Ainsi, le bilan positif de nos activités se base sur une vision plus claire du fait que les questions d'organisation sont déterminantes face aux autres aspects des activités. En ce sens, le CCI est conscient qu'il doit poursuivre ses efforts et son combat pour acquérir "l'esprit de parti", notamment en luttant contre les effets de l'idéologie dominante sur l'engagement militant. Au cours de ses 25 années d'existence, le CCI a payé les conséquences de la rupture de la continuité organique avec les organisations révolutionnaires du passé. Bien que nous tirions un bilan positif de cette expérience, nous savons que les acquis dans ce domaine ne sont pas définitifs ; surtout dans la période actuelle de décomposition, quand les efforts de l'organisation pour assurer un fonctionnement animé par "l'esprit de parti" sont sapés en permanence par les tendances de la société au "chacun pour soi", au nihilisme, à l'irrationalité, qui se manifestent dans la vie organisationnelle par l'individualisme, la méfiance, la démoralisation, l'immédiatisme, la superficialité.

Le 13e congrès a inscrit l'orientation des activités du CCI (presse, diffusion, réunions publiques et permanences) dans la perspective, pour une part, d'une accentuation des effets de la décomposition mais aussi d'une accélération de l'histoire, exprimée par une aggravation de la crise du capitalisme et une tendance au resurgissement de la combativité du prolétariat. Le CCI, et avec lui l'ensemble du milieu prolétarien, sort de ce congrès mieux armé pour affronter cet enjeu historique.

Courant Communiste International

(1) Revue de la Gauche communiste d'Italie dans les années 1930. Cf. notre brochure *La Gauche communiste d'Italie*.

(2) Voir notre tract international publié en première page du numéro précédent de *Révolution Internationale* et diffusé dans tous les pays où existent des sections du CCI, ainsi qu'au Canada, en Australie et en Russie. Voir également dans ce numéro l'article sur l'intervention des autres groupes du milieu politique prolétarien.

VIE DE L'ORGANISATION

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 -
BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A -
VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WC1N 3XX -
GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE

(11 numéros du journal) : FRANCE : 100 F
(15,3 E) - ETRANGER : 100 F (15,3 E) -
PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT SIMPLE

(4 numéros de la *Revue internationale*) :
FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER :
110 F (16,8 E) -
PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT COUPLÉ

(journal + revue) : FRANCE : 200 F (30,5 E)
- ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR
AVION : 220 F (33,6 E).

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre
presse autour d'eux, nous proposons les
modalités suivantes :

-RI : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 :
400 F (61,1 E).

-Revue internationale : abonnement à
2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).

Ecrivez-nous pour mettre au point
d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire
ou postal à l'ordre de RI -
CCP523544Y-Rouen, à adresser
à la boîte postale de RI :

RI - Mail Boxes 153
108, rue Damremont 75018 PARIS

LE CCI SUR INTERNET :
www.internationalism.org

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des
réunions publiques et des **permanences** dans plu-
sieurs villes.

Alors que, dans les **réunions publiques**, les discus-
sions s'organisent autour d'un thème précis introduit
par un bref exposé de notre organisation, dans les
permanences, le débat se développe à partir des ques-
tions et préoccupations des participants (actualité, his-
toire du mouvement ouvrier, approfondissement des
positions politiques, etc.)

RÉUNIONS PUBLIQUES

**A la guerre des brigands
impérialistes,
opposons
la guerre de classe!**

LYON : le samedi 26 juin à 15h
C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne
(bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

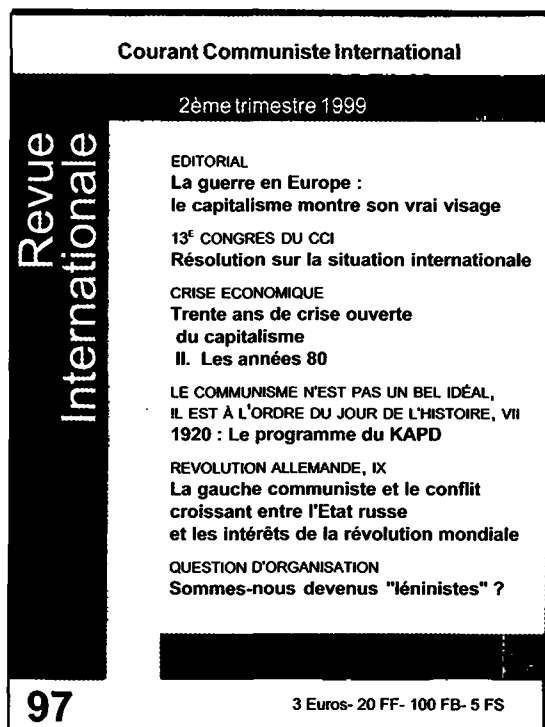
NANTES : le samedi 26 juin à 15 h
Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-
Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS : le samedi 12 juin à 16 h
27, avenue de Choisy, M^o Porte-de-Choisy.

TOULOUSE : le vendredi 25 juin à 21 h.
Rendez-vous sur la place de l'église de la
Fourguette, route de Seysses, Toulouse.

TOURS : le samedi 12 juin à 15 h
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de
la Tranchée).

Lisez la Revue Internationale



La Revue Internationale est maintenant distribuée par
les NMPP, n'hésitez pas à la demander à votre libraire.

GRENOBLE

Permanence le samedi 19 juin de 15 h à 18 h, Le
Tonneau de Diogène, 6, place St-André.
Vente de la presse le samedi 19 juin de 10h30 à 11h30 à
l'angle des rues de Bonne et Blanchard.

LILLE

Permanence le samedi 15 mai à 14 h 30 à la MNE, 23,
rue Gosselet.
Vente de la presse le dimanche 9 mai -de 11h à 12h au
marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue
Racine ou rue du Marché à l'angle de la rue des Sarrazins.

LYON

Permanence le samedi 8 mai de 15h à 18h, au C.C.O., 39,
rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Anto-
nins)
Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi
du mois de 17 à 18 h (17 h 15 à 18 h 15 changé par courrier
du 10 mars)

MARSEILLE

Permanence
les samedis 1^{er} mai, 15 mai et 5 juin de 18h30 à 21h, au
buffet Cafeteria de la gare St Charles.
Vente de la presse les samedis 15 mai et 5 juin de 11h30
à 12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue
Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Permanence le samedi 29 mai à 17 h, à la salle de la
Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS

Permanence les samedis 8 mai et 29 mai de 18h à 20h, au
27, avenue de Choisy, M^o Porte-de-Choisy.
Vente de la presse au marché d'Alligre (place d'Alligre,
Paris 12^e, M^o Ledru-Rollin), le 2^e dimanche du mois, de
11h45 à 13h. De plus, le CCI sera présent à la fête de Lutte
Ouvrière les 22, 23 et 24 mai 1999 et diffusera sa presse au
départ des bus Porte de la Chapelle.

ROUEN

Vente de la presse le dimanche 9 mai de 11 h à 12 h, au
marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE

Permanence les vendredis 7 mai et 21 mai à 18 h 30.
Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-
Exupéry (près du pont des Demoiselles).
Vente de la presse les dimanches 9 mai, 30 mai et 6 juin de
10h30 à 12h, au marché aux Puces (place St-Semin), le
dimanche 16 mai de 11h à 12h30 au marché aux légumes
(Jeanne-d'Arc.)

TOURS

Permanence le samedi 15 mai à 18h, 9 place de la Tranchée
(en haut de l'avenue de la Tranchée).
Vente de la presse le deuxième samedi du mois de 10h30 à
11h30, au marché de St-Pierre-Des-Corps, place de la Mai-
rie.

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi
par des souscriptions. Nous avons ouvert une
souscription permanente pour le soutien de notre
journal et de notre intervention.

Vos contributions sont les bienvenues au compte
de RI à notre C.C.P. 523544Y - Rouen ou peuvent
être données lors de nos interventions.

Souscriptions du mois

Paris : Permanence du 27 mars : 150. Réunion
publique du 10 avril : 768
Nantes : Réunion publique du 27 février : 1100.
Permanence du 20 mars : 500.
Autres : D (Rouen) : 300. X (Paris) : 50; Aboulafia
(Tours) : 200.
Total 3068.

BROCHURES DU CCI

La décadence du capitalisme
(15 F + frais d'envoi : France 8F /Etranger
18F).

**Les syndicats contre la classe
ouvrière** (15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe (15 F + 8 F/18F)
**Le trotskysme contre la classe
ouvrière** (30 F + 8 F/18F)

**Plate-forme et Manifeste du
C.C.I.**
(15 F + 8F/18F)

**Organisation communiste
et conscience de classe**
(25 F + 8 F/18F)

**L'Etat dans la période
de transition** (20 F + 8 F/18F)

**Bilan de la lutte des infirmières
(octobre 88)** (10 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie
(80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise
(120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme
(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (15 F + 8 F/18F)
**Luttes dans la fonction publique
de décembre 95**
Une victoire pour les syndicats, une défaite
pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)

La prétendue "paranoïa" du CCI
(tomes I et II) (25 F et 40F + 8 F/18F)

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que
les révolutionnaires doivent faire face à
des tâches gigantesques. C'est pourquoi
nous faisons appel à tous nos lecteurs,
tous nos sympathisants qui désirent colla-
borer à la diffusion de nos publications,
comme certains nous l'ont déjà proposé.
Les informations dont ils peuvent dispo-
ser sur ce qui se passe autour d'eux, les
comptes rendus des discussions qu'ils
peuvent avoir dans les rangs ouvriers
nous seraient également utiles, vu les
difficultés auxquelles se heurte le prolé-
tariat aujourd'hui. Enfin, nous avons be-
soin que notre presse soit déposée dans
les librairies ou dans les kiosques, et il est
souhaitable que toutes les énergies se
mobilisent pour effectuer un suivi régu-
lier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion
pour renouveler nos appels à ce que des
critiques ou commentaires nous parvien-
nent.

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact -
rue Lepnevou

BESANCON : Les
sandales d'Empédocle -
95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le
Roi Lire - rue S^c-
Catherine.

BREST : Maison de la
Presse - 64, rue Jean-
Jaurès.

CLERMONT-FD : Le
Papyvire - 3, rue de l'Ente.
Maison de la Presse - place
de Jaudé.

DIEPPE : Maison de la
Presse - 102, Grande-Rue.

DUNKERQUE : Maison
de la Presse - 34, rue
Poincaré.

GRENOBLE : Le
Sphinx - 6, rue
Brocherie. L'Encre
sympathique - 6, rue
Saint-Laurent.

LAVAL : Point presse
Centre C^{iel} La
Mayenne.

LE HAVRE : Presse
des Halles - 27, place
des Halles-Centrales.

LILLE : Galerie- 57, rue
de Béthune. Le Comte de
Monte-Cristo -
C.commercial V2
Villeneuve-d'Ascq.

LYON : La Gryphe - 5,
rue Sébastien-Gryphe (7^e).
La Proue - 15, rue
Childebert (2^e).

MARSEILLE : Odeur du
Temps - 35, rue Pavillon
(1^{er}).

MARTIGUES : Librairie
Bellevue - 5, Bd Degut.

MELUN : La Porte
Ouverte - 19, rue du G^{al}-de-
Gaulle.

MONTAUBAN : Maison
de la Presse - rue de la
République.

MONTPELLIER :
Librairie Sauramps-Lc
Triangle - Allée J-Milhaud.

NANTES : Vent
d'Ouest - 5, pl. du Bon-
Pasteur.

NICE : Le Temps de
Vivre - 50, bd de la
Madeleine.

ORLEANS : Temps
Modernes - rue N-D-de-
la-Délivrance.

PARIS : L'Herbe Rouge
- 1 bis, rue d'Alésia (14^e).
La Brèche - 9, rue de
Tunis (20^e). Le Point du
jour - 58, rue Gay-Lussac
(5^e).

SAINT-ETIENNE :
Librairie de Paris - rue
Michel-Rondet.

SAINT-NAZAIRE : Le
Temps de Vivre - 71, rue
Jean-Jaurès.
Voix au Chapitre - 67, rue

Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de
Presse - bd M^o-Leclerc.

TOULOUSE : "Tabac-
Journaux - 8, rue du
Poids-de-l'huile. FNAC -
81, bd Carnot. Les
Arcades - pl. du Capitole.

TOURS : Librairie -
104, rue Colbert.

Seule la lutte de classe peut mettre fin à la barbarie guerrière

Dans toutes les guerres, ce sont les populations civiles et particulièrement les ouvriers qui sont les premières victimes des appétits impérialistes de la bourgeoisie. En Serbie, l'hystérie nationaliste provoquée par les frappes de l'OTAN ne signifie nullement que la classe exploitée adhère au régime sanguinaire de Milosevic. C'est le fusil dans le dos que les ouvriers en uniformes mobilisés de force pour la défense de l'Etat serbe vont être massacrés lorsque l'OTAN va déclencher l'offensive terrestre. D'ailleurs Milosevic l'a dit très clairement : il n'y aura pas de pitié pour les déserteurs qui seront exécutés comme traîtres à la patrie.

Déjà, les ouvriers qui travaillent dans les usines, dans les centres administratifs, dans les raffineries bombardés par les forces de l'OTAN ont payé le prix du sang pour un conflit dont ils ne connaissent ni les tenants ni les aboutissants. Dans les pays impliqués sous les drapeaux de l'OTAN, ce sont des familles ouvrières qui vont pleurer leurs enfants lorsque les "body bags" vont revenir après l'envoi des troupes terrestres.

Mais l'histoire du XXe siècle a montré que dans la guerre, la classe ouvrière n'est pas seulement la principale victime. Elle est aussi la seule force qui puisse réellement s'opposer et combattre la barbarie capitaliste.

La révolution met fin à la guerre impérialiste : Russie 1917 ...

Contrairement à ce que soutient l'histoire officielle, celle de la bourgeoisie, la Première Guerre mondiale n'a pas pris fin, le 11 novembre 1918, parce que les forces de l'alliance germano-autrichienne avaient subi une défaite militaire décisive ou se trouvaient hors de mesure de poursuivre le combat. Non, l'armistice fut signé pour la raison que les bourgeoisies des deux camps belligérants devaient alors faire face à l'extension mondiale de la révolution ouvrière. De fait, c'est la menace immédiate de l'insurrection du prolétariat en Europe qui a entraîné l'arrêt forcé de la tuerie capitaliste.

Que la classe ouvrière soit parvenue à un tel résultat découlait bien entendu d'un long processus au cours duquel se construisit progressivement sa force. Dès l'été 1916, il y avait certes eu des mouvements de masse significatifs, notamment en Allemagne, pour exprimer

la colère des ouvriers contre les souffrances, les privations et la misère qu'entraînait la guerre. Mais le véritable début de la vague révolutionnaire se situe au mois de février 1917, en Russie. A Pétrograd, le 23, ce qui aurait dû être une simple journée en hommage à la femme ouvrière dans le cadre des manifestations routinières des partis socialistes, créa en réalité l'occasion de l'explosion de tout le mécontentement accumulé dans les rangs ouvriers - ainsi que dans d'autres couches pauvres de la population - contre le ravitaillement en vivres de jour en jour plus défectueux de la capitale de la Russie d'alors et la surexploitation imposée par l'économie de guerre. De telle sorte que, débordant le 23 février, le mouvement qui criait : "Du pain !" prend vite les jours suivants les allures d'une insurrection, involontairement aidée par la férocité de la répression tsariste. Le 26, la force de la dynamique ouvrière provoque le ralliement des soldats professionnels ; le 27, le régime capitaliste impérial a vécu et s'installe le gouvernement bourgeois (dit provisoire) de Kerenski, tandis que le prolétariat, dans les usines et autres lieux de travail, s'organise en conseils autonomes et envoie des délégués au Soviet central de la ville.

Dans les mois qui suivent, au lieu d'apporter des solutions au problème endémique de la famine, le nouveau pouvoir poursuit la participation à la guerre et renforce l'économie d'armement, obligeant ainsi les ouvriers à travailler bien au-delà de huit heures par jour. De ce fait, il favorise dans la classe ouvrière une conscience croissante de la nécessité d'une issue révolutionnaire et l'influence grandissante de l'avant garde politique, le parti bolchévique. Après de nouvelles journées insurrectionnelles en juillet se tiennent à partir du 22 octobre 1917 des meetings qui rassemblent des foules considérables desquelles, de manière très révélatrice, montent les slogans : "A bas le gouvernement provisoire ! A bas la guerre ! Tout le pouvoir aux conseils ouvriers !" Le 25, les masses prennent d'assaut le palais d'Hiver, à Pétrograd, et chassent Kerenski.

C'est la révolution d'Octobre, dont l'âme, le Congrès des soviets de toutes les Russies, proclame l'avènement en ces termes : "S'appuyant sur la volonté de l'immense majorité des ouvriers, des soldats et des paysans, s'appuyant sur l'insurrection victorieuse des ouvriers et de la garnison qui s'est accomplie à

Petrograd, le Congrès prend en main le pouvoir. Le pouvoir des soviets proposera une paix immédiate et démocratique à tous les peuples et un armistice immédiat sur tous les fronts." (Cité par Lénine, "Oeuvres", tome 26, p. 253.) Le 26, en effet, à sa deuxième séance, le Congrès promulgue un "décret sur la paix" et arrête dans le même temps des mesures d'urgence pour soulager la misère encourue par les populations russes.

... Allemagne 1918

Les événements révolutionnaires de Russie eurent bien entendu un retentissement énorme dans tous les prolétariats d'Europe et du monde mais d'abord parmi ceux des pays impliqués directement dans le carnage interimpérialiste. Ils catalysèrent partout des manifestations contre la guerre et engendrèrent de vibrantes protestations de sympathie en faveur de l'Octobre rouge, provoquant en outre, sur le front, des élans de fraternisation entre soldats d'armées adverses. C'est cependant en Allemagne, où se trouvent les bataillons décisifs du prolétariat mondial, que les répercussions qui allaient décider du sort de la vague révolutionnaire mondiale se produisirent. Là, la révolte ouvrière, après un temps d'incubation durant l'année 1917, grossit tout au long de 1918 pour atteindre son point d'incandescence au début du mois de novembre, le 4 exactement. C'est alors que les ouvriers de Berlin, qu'ils soient revêtus d'habits civils ou d'uniformes et répondant assurément aux appels que leurs frères de classe russes leur adressaient afin qu'ils prennent le relais, investissent la rue et leur soulèvement entraîne bientôt la rébellion des troupes demeurées jusque-là loyales au gouvernement, au reste dirigé par des socialistes renégats comme Ebert, de la toute nouvelle république de Weimar.

"Avec leur mouvement insurrectionnel, les ouvriers en Allemagne avaient mis en mouvement la plus grande lutte de masse de leur histoire. Toutes les trêves sociales, que les syndicats avaient signées durant la guerre, et la politique de paix entre les classes volèrent en éclats sous les coups de la lutte de classe. Avec ce soulèvement, les ouvriers se remettaient de la défaite d'août 1914 et relevaient la tête. Le mythe d'une classe ouvrière allemande (ou autre) paralysée par le réformisme était en train de s'effondrer. (...) Dans le sillage

du prolétariat de Russie, avec le soulèvement ouvrier et un début de formation de conseils en Hongrie et Autriche l'année suivante (1919), les ouvriers allemands se portaient à la tête de la première grande vague révolutionnaire internationale de luttes nées de la guerre." (RI n°173, novembre 1988).

Et c'est donc pour ne pas risquer d'être balayée comme en Russie que la bourgeoisie d'Allemagne, certainement encouragée en cela par ses consoeurs et adversaires de guerre, s'est empressée de mettre fin au conflit commencé quatre ans plus tôt. C'est bien pour enrayer le développement de la révolution mondiale ouvrière que toutes les bourgeoisies se sont entendues à conclure très vite entre elles le cessez-le-feu, deux jours seulement après la mutinerie des marins de Kiel contre les autorités militaires allemandes. Par la suite, on le sait, le mouvement révolutionnaire fut jugulé en Allemagne et cette défaite ouvrière devait plus tard entraîner la mort par isolement de la révolution en Russie. Il n'en reste pas moins vrai que, dans ces deux pays, la classe ouvrière mondiale avait fait la preuve qu'elle avait la capacité - et qu'elle seule la détenait pourvu qu'elle luttât sur son terrain de classe - de faire cesser la furie guerrière du capitalisme.

Et si la classe ouvrière n'a pas pu empêcher ni mettre fin à la Seconde Guerre mondiale, c'est parce qu'elle a été battue par la contre-révolution stalinienne, terrorisée par le fascisme ou embrigadée par les partis de gauche derrière les drapeaux des Fronts Populaires et de la Résistance.

Depuis 1968, le prolétariat constitue un frein à une 3e guerre mondiale

A la fin de la période de reconstruction du second après guerre, alors que la bourgeoisie des deux blocs de l'URSS et des USA était prête à déclencher un 3e holocauste mondial, le ressurgissement du prolétariat mondial sur la scène de l'histoire avec la grève massive de mai 68 en France a empêché la classe dominante d'imposer sa "solution" à la crise économique : la guerre impérialiste généralisée.

Si cette 3e guerre mondiale n'a pu être déclenchée, c'est justement parce que, aux quatre coins de la planète, la classe ouvrière a développé ses luttes en refusant de se soumettre à la logique du

capitalisme en crise. Un prolétariat qui refuse les sacrifices et se bat contre la dégradation de ses conditions d'existence n'est pas prêt à faire le sacrifice ultime de sa vie dans la guerre impérialiste.

Et c'est justement cette force de la classe ouvrière que toute la bourgeoisie veut masquer à la société à travers ses campagnes d'intoxication idéologique, ses mensonges et ses falsifications de l'histoire.

Les campagnes bourgeoises visent en premier lieu à insuffler à la classe ouvrière un sentiment d'impuissance, à lui faire oublier son propre passé en lui faisant croire que la guerre et la paix ne dépendent que des tractations diplomatiques entre les gouvernements. En particulier, la façon dont la bourgeoisie française a dénaturé les mutineries de la Première Guerre mondiale en réhabilitant les soldats qui ont refusé de mourir pour la France, n'avait qu'un seul but : masquer au prolétariat que c'est sa lutte contre la boucherie impérialiste qui a obligé la classe dominante des pays belligérants à signer l'armistice en 1918.

Le matraquage idéologique de la bourgeoisie vise encore à éloigner la classe ouvrière de sa propre perspective en lui faisant croire que dans les pays de l'Est, c'est le communisme qui a fait faillite et donc que toute révolution prolétarienne ne peut mener qu'à la dictature stalinienne.

C'est bien le sens de toutes les campagnes anti-bolchéviques à répétition que la bourgeoisie orchestre régulièrement depuis près de dix ans.

Enfin, et on le voit encore aujourd'hui, à chaque fois qu'elle déclenche la guerre, la bourgeoisie des pays démocratiques accompagne ses bombardements de campagnes pacifistes. Le seul but de ces campagnes vise à canaliser l'inquiétude et la colère des ouvriers sur le terrain pourri des illusions sur un capitalisme pacifique.

Si aujourd'hui, de façon immédiate, les luttes ouvrières dans les pays centraux du capitalisme sont encore trop faibles pour empêcher le déclenchement de la guerre en Yougoslavie, l'avenir reste toujours entre les mains du prolétariat.

D'abord parce que, malgré la propagande belliciste des pays de l'OTAN, les ouvriers des pays les plus industria-

(SUITE PAGE 3)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe

ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entremassacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir »

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1884-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.